

**LETTRES PASTORALES
ET MESSAGES
DE MONSEIGNEUR
EMMANUEL KATALIKO**

(18 mai 1997 - 4 octobre 2000)



**Lettres pastorales
et messages de
Mgr. Emmanuel KATALIKO**

(18 mai 1997 - 4 octobre 2000)

Éditions ARCHEVECHE
BUKAVU

INTRODUCTION GENERALE

OCTOBRE : mois de la vierge Marie, mois de la mission universelle de l'Eglise, mois de nos Martyrs. Le 29 octobre 1996, notre Archevêque Mgr. MUNZHIRWA Christophe est assassiné dans la rue; le 4 octobre 2000, après un exil de 7 mois et deux jours, notre Pasteur Mgr. KATALIKO Emmanuel, meurt épuisé par un long combat pour la Paix, la Justice et la Dignité pour tous, dans notre Pays et dans notre Région.

En ce jour anniversaire du martyr de Mgr. MUNZHIRWA Christophe, nous publions les messages et les lettres pastorales de Mgr. KATALIKO Emmanuel. Dans ce même geste, nous voulons rendre hommage à l'un et à l'autre. Car les deux hommes sont intimement unis à bien des égards : par la même situation, le même esprit, le même idéal, le même combat humain et spirituel et jusque dans le lieu même de la sépulture nous imposé au départ par les circonstances et choisi délibérément par Mgr. KATALIKO. En effet, dans la lettre du 24 février 2000 il écrivait : " ...*On est prudent. Si je meurs, mettez-moi auprès de Mgr MUNZHIRWA.* "

Pour l'Eglise Universelle, la date du 7 octobre 1571 commémore la libération du peuple chrétien de la menace turque suite à la victoire de Lépante attribuée à la récitation du Saint Rosaire. Depuis lors, l'Eglise tout entière, le mois d'octobre est devenu pour l'Eglise tout entière, le mois consacré à N.D. du Rosaire.

Nous pensons porter à la connaissance d'un large public des éléments sur le profil et la personnalité de Mgr. KATALIKO Emmanuel, sur sa pensée et son esprit à travers les écrits de trois ans passés à Bukavu comme Archevêque, en contexte de guerre, en espérant que par là son esprit puisse agir en nous en enrichissant notre patrimoine spirituel, culturel et humain au service de la Paix, de la Justice, de la Dignité de la personne, de son développement et de l'Unité de notre pays.

Dans la vie quotidienne le vrai visage de Mgr. Emmanuel KATALIKO est celui d'un **homme de foi et de courage**. Parce qu'il avait la foi dans la résurrection du Christ, qui est aussi la nôtre, il avait le courage de dire la vérité, conscient que cela peut entraîner sa mort en cette vie mais que le Seigneur lui donnera en récompense la vie éternelle.

Un **homme réaliste et pragmatique**. Il n'avait pas de théories politiques à proposer ni des complications diplomatiques. Il était proche des gens et partageait leurs joies et leurs souffrances tout simplement. Le cri de leurs souffrances, sorti de sa bouche prophétique en faisait un homme considéré par certains comme gênant, et par d'autres comme dangereux.

Un **Pasteur remarquable** cherchant l'unité par la proximité. Unité à l'intérieur de notre diocèse ; unité à l'intérieur de notre Pays. Il recherchait la réconciliation entre les peuples de notre sous-région. A ce titre les instances nationales et internationales, civiles et religieuses, avaient reconnu en lui une force morale. Susceptible d'œuvrer pour la cohérence pastorale au sein de notre épiscopat, il en a été élu vice-président. Son deuil célébré avec tous les honneurs nationaux à l'Est comme à l'Ouest, à Goma, à Bukavu et à Kinshasa est un signe de sa contribution à l'Unité politique de notre Pays. Même le Département d'Etat des Etats Unis d'Amérique avait reconnu en lui un acteur incontournable pour la réconciliation et la Paix dans les conflits de la Région des Grands Lacs: "*en tant que chef religieux et membre de la société civile, Mgr. KATALIKO peut servir de catalyseur dans la réconciliation des populations du Sud-Kivu*". C'était en date du 16 mars 2000

Nous publions dans cet ouvrage 18 textes apparemment disparates mais tous animés par le même esprit. Ici et là de légères retouches ont été opérées pour des raisons d'édition ; Dans son intervention à l'occasion des funérailles, le Professeur DE VILLE, parlant au nom du Recteur de l'université Catholique de Louvain, disait de Mgr. KATALIKO: "*homme inestimable qui n'a jamais tenté de dresser les uns contre les autres, mais a toujours voulu faire régner le respect mutuel et l'amour entre les peuples. Il était aussi l'homme inestimable qui pensait que le déve-*

loppement d'une communauté passe d'abord par des choses très simples qui sont à la capacité de chacun ; il passe par le droit de chacun de travailler dans la sécurité, de profiter du fruit de son travail sans être spolié, de jouir de la répartition équitable des fruits du travail, au sein d'une société dans laquelle chacun se reconnaît parce qu'elle repose sur des attributions justes qui protègent les libertés fondamentales (...) Ce message est un message universel. "

Le lecteur trouvera ici le gros des textes publiables pour le moment, mais il a eu d'autres rencontres et échanges de correspondance dans lesquels il faisait des propositions concrètes aux Grands de ce monde, dans la recherche d'une paix juste et durable, respectant la dignité des personnes et des peuples.

Nous invitons maintenant le lecteur à prendre personnellement et directement connaissance des textes de Mgr. KATALIKO. Les quatre premiers sont écrits sous le régime de Kabila. Il s'agit pour le premier de son homélie d'intronisation avec un hommage particulier à son prédécesseur, Mgr. MUNZHIRWA. Le second traite du développement. Le troisième est une invitation à la célébration du 1^{er} anniversaire du Martyre de Mgr. MUNZHIRWA. Et le quatrième est sa première lettre pastorale pour l'Avent 1997. Les autres écrits sont rédigés sous le régime du RCD.

Ces textes ne sont pas seulement des réflexions humaines sur notre situation. Ils doivent, pour être complets, se prolonger religieusement dans une prière au Dieu de la Paix. Nous sommes persuadés que quelque chose de son esprit demeurera vivant en nous et agira pour le bien de tous par delà sa mort.

C'est ainsi que priait Elisée au départ d'Elie son père dans la foi : *" Demande ce que je dois faire pour toi avant d'être enlevé loin de toi. Elisée répondit : Que vienne sur moi, je t'en prie, une double part de ton esprit " (2 Roi 2,8-9).*

Mgr. KATALIKO Emmanuel est parti vers le Père mais il reste bien vivant parmi nous, et nous, nous sommes envoyés vers nos frères les hommes. Dans ce cheminement, nous demandons à Notre Dame de la Paix d'accompagner et de protéger nos familles, notre diocèse, notre Eglise, notre Pays et cette Région tourmentée des Grands Lacs.

Fait à Bukavu, le 29 octobre 2000
Au jour du 4^{ème} Anniversaire du Martyre
de Mgr. MUNZHIRWA Christophe.

L'Administrateur Diocésain
Mgr. GWAMUHANYA Joseph.

01

CONTEXTE

C'est le 18 mai 1997, en la fête de la Pentecôte que Mgr Emmanuel KATALIKO, nommé archevêque de Bukavu depuis le 22 mars 1997, a été installé sur le siège épiscopal de Bukavu.

Son prédécesseur, Mgr MUNZHIRWA Christophe a été assassiné le 29 octobre 1996, au début de la guerre, par les troupes de l'A.F.D.L., regroupant divers mouvements d'opposition au régime du Président Mobutu et des troupes étrangères essentiellement rwandaises.

La «libération» du «Zaïre» commencée au Kivu en octobre 1996 s'est achevée par la chute de Kinshasa, le 17 mai 1997, veille de l'installation de Mgr Kataliko comme archevêque de Bukavu.

Dans son mot de présentation de l'archidiocèse à Mgr Kataliko Emmanuel, l'Administrateur Diocésain, Mgr F.X. Mitima disait en conclusion:

« Vous arrivez à Bukavu, au moment où de graves défis se dressent sur le chemin de votre activité apostolique...:

- faire des chrétiens catholiques de Bukavu une vraie FAMILLE DE DIEU...

- nous faire vivre le JUBILE de l'an 2000...

- au cœur des Pays des Grands Lacs qui vivent dans la tourmente des guerres tribales et ethniques..., votre évangélisation visera à toucher les cœurs, pour que finisse le tribalisme, l'ethnocentrisme, l'égo-centrisme et les discriminations, afin que règne l'esprit de réconciliation, de respect mutuel, d'entraide et de fraternité.»

En invitant à une minute de silence en mémoire de Mgr Munzehirwa et de toutes les autres victimes, Mgr Kataliko disait:

Homélie de S.E. Mgr Emmanuel KATALIKO

Messieurs les Autorités Administratives, Politiques et Militaires,
Excellences Nosseigneurs les Évêques,
Chers Prêtres, Religieux, Religieuses et Laïcs,

Heureuse coïncidence :

en effet n'oublions pas qu'aujourd'hui c'est la Fête de la Pentecôte, le jour où le Saint Esprit promis par le Christ descendit sur les Apôtres pour leur ouvrir l'intelligence, leur donner la force et le courage en vue de continuer la Mission du salut et de proclamer la Bonne Nouvelle à travers le monde entier à toute créature. C'est cet Esprit Saint auquel nous implorons aujourd'hui les lumières nécessaires pour mieux accomplir la mission qui nous est confiée malgré des difficultés que nous pouvons rencontrer sur notre chemin ; et la Sainte Vierge, Reine des Apôtres et Mère de l'Eglise veillera sûrement sur nous.

A cette occasion, qu'il me soit permis de m'adresser tout d'abord à Son Excellence Monseigneur PIRIGISHA pour lui exprimer mes sentiments de gratitude pour avoir consenti, malgré sa santé, au nom de Notre Nonce Apostolique empêché et qui l'a délégué, à présider ces cérémonies d'intronisation. Que Son Excellence Monseigneur PIRIGISHA veuille bien transmettre au Saint Père et au Nonce Apostolique nos meilleurs sentiments d'attachement et de fidélité, eux qui ont daigné, malgré mon indignité, mettre leur confiance en ma personne pour la direction de cet Archidiocèse de Bukavu.

Je promets, tout en reconnaissant mes défaillances et mes incapacités, de tout faire selon mes capacités et possibilités, pour servir cette Eglise qui est à Bukavu.

Lors d'une apparition sur les bords du lac Tibériade, Jésus confia la charge de l'Eglise à Pierre après sa triple profession d'attachement : " M'aimes-tu ? Oui Seigneur je vous aime. Alors sois le berger de mes brebis ". A partir de ce moment Pierre comprit sa lourde charge et sa

responsabilité sur toute l'Eglise Universelle. Mais pour nous, cette charge sur cette Eglise locale sera allégée, et j'en suis sûr, car je ne suis ni inconnu ni un étranger dans cet Archidiocèse de Bukavu où je connais prêtres diocésains et missionnaires, des Religieux, Religieuses et Laïcs ; et je suis heureux d'être parmi eux et avec eux pour travailler dans la Vigne du Seigneur.

Bien chers Confrères, Frères et Sœurs, il nous est un devoir de rendre hommage à nos prédécesseurs qui ont donné le meilleur de leur vie pour bâtir, édifier et organiser cette Eglise de l'Archidiocèse de Bukavu, à savoir :

Son Excellence Monseigneur Edouard LEYS,
 Son Excellence Monseigneur Richard CLEIRE,
 Son Excellence Monseigneur Xavier GEERAERTS,
 Son Excellence Monseigneur Louis VAN STEENE,
 Son Excellence Monseigneur Aloys MULINDWA,
 Son Excellence Monseigneur Christophe MUNZHIRWA,
 et chacun a marqué cet Archidiocèse de son empreinte inoubliable.

Je vous demanderais d'avoir la bonté d'observer une minute de silence en mémoire de notre regretté Son Excellence Monseigneur l'Archevêque MUNZHIRWA Christophe sans oublier tous les Evêques, les Prêtres, les Consacrés et Laïcs décédés dans nos Pays des Grands Lacs. Prions pour la Paix, l'Entente, la Fraternité.

Je vous remercie.

L'on pense facilement et l'on croit " mordicus " que c'est l'évêque qui doit porter seul le poids de son diocèse, une autorité qui décide tout et les autres exécutent. Une option ou une idée pareille ne doit pas exister dans la pensée des agents de l'Eglise. Un diocèse est une Eglise locale dont les membres tant cléricaux que laïcs forment un corps, comme un corps humain, et chaque membre est indispensable et a un rôle à jouer pour que ce corps puisse vivre, survivre et s'épanouir. Dans un orchestre tous les instruments doivent bien s'accorder pour qu'il y ait

une belle symphonie. Une ou deux fausses notes irritent l'oreille des spectateurs qui retournent déçus chez eux.

C'est pourquoi, il nous revient à nous tous, prêtres, religieux, religieuses et laïcs à continuer l'œuvre de nos prédécesseurs, à savoir conjuguer nos efforts pour l'édification de notre Eglise de Bukavu dans l'humilité, la simplicité, l'honnêteté, la compréhension, la collaboration non seulement dans les paroles et les discours, mais aussi et surtout dans les actes et dans la vérité, tenant toujours compte de la grâce de Dieu, de l'aide et du soutien de la Sainte Vierge.

A tous nos Missionnaires et Bienfaiteurs, prêtres, religieux, religieuses et laïcs décédés et vivants, qui nous ont apporté et nous apportent la Foi, nous rendons un grand hommage et nous les prions de continuer leur œuvre, leurs œuvres, car nous avons besoin de leurs charismes qui sont les richesses et les fleurs de l'Eglise. Amen.

(A la fin de son homélie, Mgr Emmanuel KATALIKO a spontanément invité les Évêques concélébrants à se rendre à la tombe de Mgr. Christophe MUNZHIRWA, située sur la cour non loin de l'entrée principale de la Cathédrale de Bukavu, pour s'y incliner et y déposer une gerbe de fleurs en mémoire de cet Apôtre de la Paix dans notre Région des Grands Lacs africains).

«Prions pour la Paix, l'Entente et la Fraternité».

02

CONTEXTE

La guerre est finie et on parle beaucoup de la reconstruction du pays, mais rien ne se fait ici.

Profitant de la période de la saison sèche, la Caritas diocésaine au nom de l'Archidiocèse de Bukavu désire entreprendre certains travaux qui s'avèrent d'une grande urgence pour l'avenir de la ville : travaux d'assainissement, canalisation, drainage des eaux et de reboisement.

Soucieux du bien être de la population et désirant que toute la population soit elle-même actrice de son propre développement, Mgr KATALIKO lance un appel aux chrétiens de toutes les paroisses pour participer à cette action.

Malheureusement, la guerre qui va se déclencher trois semaines plus tard ne permettra pas la mise en œuvre de ce plan de développement.

*Message aux chrétiens
de toutes les paroisses de la ville de Bukavu.*

Chers Chrétiens,
Notre ville va bientôt disparaître si nous ne faisons pas attention.

Vous vous rappelez qu'à cause des constructions anarchiques à des endroits non appropriés, les eaux de pluie avaient emporté en septembre 1996 beaucoup de familles et détruit beaucoup de maisons. Aujourd'hui, beaucoup d'autres sont menacés: ITFM, SOS, Lycée Wima,

Economat Général, BOM, Couvents des Sœurs, Divers Services Diocésains, Antenne TV, Hôpital Général de Référence, UCB, ISTM, Centre Olame. ISDR, Réservoir d'eau de la Regideso et toute la population des collines Karhale et Bugabo.

Si tout cela est détruit notre ville va cesser d'exister. C'est pourquoi nous devons faire quelque chose avant la prochaine saison de pluie en septembre.

Il faut canaliser les eaux pour les empêcher de détruire ce qui reste encore.

C'est pourquoi nous faisons appel à votre générosité pour lutter ensemble et sauver notre ville.

Nous demandons à chaque chrétien une contribution de 1 franc congolais pour réaliser les travaux de drainage. Les responsables des shirika passeront dans chaque famille pour récolter les contributions et les déposer à la paroisse avant le 15 août 1998.

Nous vous remercions d'avance pour votre aide.

Fait à Bukavu le 15 juillet 1998
Mgr. KATALIKO Emmanuel
Archevêque de Bukavu

*Nous faisons appel à votre générosité
pour lutter ensemble et sauver notre ville.*

03

CONTEXTE

L'Eglise de Bukavu veut célébrer la clôture du deuil de Mgr Munzihirwa le jour du premier anniversaire de sa mort.

Si depuis lors, l'Eglise de Bukavu s'est vue dotée d'un nouveau pasteur, en la personne de Mgr Kataliko, les représentants officiels de l'Eglise Catholique en R.D.C. n'ont pas pu jusqu'à ce jour se rendre à Bukavu suite à la situation politique qui régnait dans le pays. La ville de Kinshasa n'est tombée aux mains de l'AFDL que la veille de l'intronisation de Mgr Kataliko à Bukavu le 17 mai 1997.

C'est pour venir apporter le soutien du Vatican que le nonce apostolique à Kinshasa a voulu venir à Bukavu à l'occasion de cet anniversaire du «martyre» de Mgr Munzihirwa.

La célébration annoncée dans ce message a eu lieu sur le parvis de la cathédrale où s'est rassemblée une foule immense.

Annnonce de la célébration du 1^{ER} Anniversaire de la mort de Mgr. MUNZIHIRWA Christophe

Biens Chers Frères et Sœurs,

le mois d'octobre qui commence est riche en événements, qui nous offrent l'occasion de nous approcher du Seigneur et de le célébrer.

Mois du Rosaire et de la célébration de la Mission Universelle, octobre 1997 est également le mois de la clôture du centenaire de la mort de Saint Thérèse de l'Enfant Jésus, qui sera proclamée Docteur de l'Eglise le 19 octobre 1997 dans la Basilique Saint Pierre à Rome.

C'est au cours de ce mois d'octobre que l'Eglise de Bukavu, notre diocèse, célébrera le premier anniversaire du Martyre de l'Archevêque Monseigneur Christophe MUNZIHIRWA MWENE NGABO, le mercredi 29 octobre 1997.

Je vous invite à marquer d'un cachet de prière pour la Paix, le Pardon et la Concorde, ce moment qui sera en même temps celui de la clôture du deuil que nous portons pour ce digne Pasteur de l'Eglise de Dieu.

Voici le programme que je vous propose à cette occasion:

1. Veillée de prière en famille et dans nos communautés sacerdotales et religieuses, du dimanche 26 octobre 1997 au mardi 28 octobre 1997 : la veillée va chaque jour de 18h00 à 19h00.
2. Messe présidée, nous l'espérons, par Son Excellence Monseigneur le Nonce de Kinshasa, à la Cathédrale Notre Dame de la Paix, et bénédiction de la tombe de Mgr MUNZHIRWA, le mercredi 29 octobre 1997, à 10h00. Nous demandons que, dans chaque paroisse, une messe soit célébrée le même jour.

Nous songerons aussi à tous nos défunts qui ont trouvé la mort et sont allés au Père dans la même période, dont :

- l'Abbé Eleuthère CIMANUKA, décédé le 5 octobre 1997 dans un accident d'avion ;
- le Père Giovanni TUMINO, mort dans le même accident ;
- l'Abbé Jean-Claude BUHENDWA, tué à Cimanga (Burhale) durant la guerre ;
- les quatre Frères Maristes, Miguel Angel ISLA, Julio RODRIGUEZ JORGE, Fernando DE LA FUENTE, Servando MAJOR.

Puisse le sang de ces témoins de Dieu être pour notre diocèse une semence de foi et d'espérance qui fructifient dans la charité.

Fait à Bukavu le 1^{er} octobre 1997
Mgr. Emmanuel KATALIKO
Archeveque de Bukavu

« Je vous invite à marquer ce moment d'un cachet de prière pour la Paix, le Pardon et la Concorde ».

CONTEXTE

Cette lettre a été écrite sous le régime de Kabila. Le pouvoir en place mis en question ici et là est celui de l'AFDL de l'époque.

Si dans la pays, certains signes laissent apparaître un début de développement et de renouveau, il y a au cœur de l'immense majorité de la population, une grande aspiration à la sécurité, à une liberté d'expression et de circulation, à plus de justice et surtout à la paix.

En effet, certains signes vécus un peu partout ne laissent rien présager de bon pour l'avenir : la " chasse à l'homme " continue, il y a des enlèvements des congolais et les réfugiés rwandais dispersés dans la forêt sont traqués. C'est l'époque de la grande humiliation des congolais par les troupes de Kabila qui donnaient la " morale " publiquement à grands coups de bâtons. Plusieurs exécutions publiques ont eu lieu à la place de l'Indépendance.

C'est dans ce contexte que Mgr. KATALIKO lance un vibrant appel à la paix et au respect de l'homme créé à l'image de Dieu.

SEIGNEUR DONNE NOUS LA PAIX *Lettre pastorale pour l'Avent 1997*

Frères et Sœurs bien aimés,
la Paix est le bien le plus précieux après la vie. C'est pourquoi le Christ ressuscité l'a apportée aux siens comme signe de la Résurrection, signe de la Vie et de l'Esprit de Dieu (1).

A la messe, chaque jour, Jésus nous donne cette paix : " Seigneur Jésus, tu as dit à tes Apôtres, je vous laisse la paix, je vous donne ma paix...

pour que ta volonté s'accomplisse, donne à ton Eglise cette paix " (2).
Donne la paix à notre temps, nous te le supplions, Seigneur.

1. Les guerres fratricides et destructrices dans lesquelles l'Afrique, et principalement la Région des Grands Lacs, est plongée depuis quelques années, montrent que nous n'avons pas voulu cette paix de Dieu ; au don de Dieu nous avons opposé et nous opposons un refus.

→ Ces guerres, il faut le reconnaître, viennent du manque de partage du pouvoir, des discriminations et des exclusions de toutes sortes : tribalistes, ethniques, idéologiques et politiques, sous la manipulation et l'instigation des Grandes Puissances, qui utilisent des satellites africains en mal d'hégémonie.

→ Pour opérer la rotation au pouvoir, nos politiciens et nos dirigeants, n'ayant aucun sens du bien commun de la population et ne considérant que leurs intérêts personnels, n'hésitent pas à opposer des groupes les uns contre les autres, jusqu'à les inciter à prendre les armes, à se livrer au pillage et à la violence. Pour avoir le pouvoir de leur rivaux, incapables de procéder démocratiquement, ils soulèvent des conflits ethniques ou tribaux, certains plus imaginaires que réels. Sain Jacques nous livre sa réflexion en ces termes : *" D'où viennent les guerres, d'où viennent les batailles parmi vous ? N'est-ce pas précisément de vos passions qui combattent dans vos membres ? Vous convoitez et ne possédez pas ? Alors vous tuez. Vous êtes jaloux et ne pouvez obtenir ? Alors vous bataillez et vous faites la guerre. "* (3) Et c'est toujours la pauvre population qui paie : enlèvements, tortures, massacres, guerre. D'où réfugiés et déplacés qui meurent suite aux intempéries, aux épidémies et aux exécutions sommaires. Ces guerres et ces troubles causent d'autres plaies profondes, parfois moins immédiatement perceptibles : les haines entre les groupes et les personnes font des ravages dans les esprits. Le tissu économique familial et du pays est deltoïdien, et la paupérisation de la population est aggravée, à savoir le manque de possibilité de se nourrir, de se vêtir, de se soigner, de scolariser les enfants ; déstabilisation des familles, rupture des échanges commerciaux et so-

ciaux, soupçons et préjugés mutuels. On ne peut s'étonner alors de la démobilisation de tout un peuple, de la mort de l'idéal patriotique, de l'affaiblissement général (4).

2. Devant ces guerres et ces conflits, qui ont comme conséquences graves la déchéance morale, spirituelle et sociale de nos peuples, l'Eglise, comme Mère et Maîtresse, ne peut se taire. Elle a l'obligation de présenter et de prêcher aux hommes de notre pays l'évangile de la dignité humaine et de la paix.

Nous en appelons donc à la foi et à l'humanité des chrétiens et des hommes de bonne volonté, particulièrement en ce temps de l'Avent, de Noël et du Nouvel An, afin de disposer le cœur et l'intelligence à recevoir la paix que Dieu nous donne en Jésus Christ : "*Gloire à Dieu au plus des cieux et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté...*" (5).

3. Nos peuples connaissent le Dieu Unique, Créateur de tous les hommes. Il est le Père de tous, sans distinction de tribu, de langue, de race, de couleur. Il veut que tous nous nous considérions comme frères ; en somme, nous tous nous avons un même père et une même mère : "*Dieu dit : 'faisons l'homme à notre image comme à notre ressemblance et qu'il domine sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel, les bestiaux, toutes les bêtes sauvages et toutes les bestioles qui rampent sur terre. Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il le créa, homme et femme il les créa' ". (Gn 1, 26-27)* Ainsi donc, Dieu nous a créés dès les origines, sans distinction ou discrimination et nous a donné d'être les chefs de la création.

4. Mais l'homme fit un mauvais usage de sa liberté et commit le péché. C'est toute l'humanité qui a péché en Adam et Eve. Leur péché fut le commencement des conflits qui iront grandissant entre les hommes, entre ceux-ci et les animaux et les plantes. La jalousie de Caïn l'amènera au meurtre de son frère Abel. Et Dieu leur montrera qu'il les aime tous les deux en punissant le fautif sans autoriser qui que ce soit de ses frères à

le toucher : “ Dieu dit à Caïn : où est ton frère Abel ? Il répondit : je ne sais pas. Suis-je le gardien de mon frère ? Yahvé repris : Qu’as-tu fait ? Ecoute le sang de ton frère crier vers moi du sol. Maintenant soit maudit et chassé du sol fertile qui a ouvert la bouche pour recevoir de ta main le sang de ton frère. ” (Gn 4, 9-11) Tous les hommes sont frères, même si le péché a terni leurs relations.

5. Quand les hommes commencèrent à s’établir par nations, ils eurent tendance à penser qu’il leur était permis de se faire du mal. Mais Dieu continuera à les enseigner par le peuple d’Israël. “ Tu ne feras pas à autrui ce que tu ne voudrais pas subir ” (Tob 4,15) Même l’étranger est reconnu comme tel : “ Tu ne le molesteras pas ni ne l’opprimeras, car vous mêmes vous avez été étrangers dans le pays d’Egypte ” (Ex 22, 20). Ainsi donc, l’étranger qui réside avec vous sera pour vous comme un compatriote et tu l’aimeras comme toi-même, car vous avez été étrangers au pays d’Egypte. Je suis Yahvé votre Dieu ” (Lev 19, 33-34).

Quant aux étrangers, ils doivent aussi se comporter avec charité à l’endroit de leurs hôtes. Ils ne peuvent rendre le mal pour l’accueil dont ils bénéficient : les dédaigner, s’emparer de leurs biens, les éliminer pour s’approprier des biens.

L’Evangile nous demande de cesser cette chasse à l’homme, à la femme, à l’enfant innocent, cette chasse qui se prolonge, même dans les pays hôtes.

Chers frères et sœurs,

6. Dieu nous exige de dépasser les conflits politiques, raciaux, ethniques et d’aller à nos sources, c’est-à-dire son Enseignement, pour retrouver l’entente et la fraternité, la Paix. “ Je vous laisse la Paix ”, nous dit le Seigneur. C’est à nous de l’accueillir pour la partager avec nos concitoyens et nos voisins. Alors je vous supplie : donnez-vous la Paix ! La Paix dépend de chacun de nous, de chacun de nous. C’est à chacun, en effet, d’assurer la sécurité des biens et des personnes en communion avec les autres : famille, voisin, collègues de service.

Les combattants donneront cette Paix, en déposant les armes pour se réconcilier. Ici, le rôle des Grandes Puissances, des politiciens et des leaders est irremplaçable. Ce sont eux qui poussent les peuples à se combattre et c'est à eux de les appeler à la réconciliation. C'est ce que le Saint Père et le Magistère n'ont cessé de nous répéter (6).

Ce don de la Paix se remarquera en premier lieu dans les attitudes, les regards, les causeries, la restitution des biens volés ou pillés, dans l'accueil des réfugiés qui regagnent leur pays et des déplacés qui rentrent dans leur village, dans leur parcelle, en renonçant au règlement de compte.

Rôle des jeunes

7. Nous prions notre jeunesse de s'investir dans la Paix, de contribuer à assurer la Paix dans notre pays. En effet, elle est disponible et forte. Il suffit qu'elle n'accepte pas les invitations à des troubles ou à des guerres partisans qui portent atteinte à la vie et qui renforcent la politique d'exclusion. L'Autorité devrait tout faire pour encadrer cette jeunesse, afin qu'elle contribue à la construction du pays (écoles, agriculture, industries, etc.) et non l'entraîner à l'autodestruction et la destruction du pays.

Engagement des femmes

8. Pendant toutes ces années de crise multiforme, nous avons tous eu l'occasion de reconnaître et d'admirer le savoir faire et l'esprit inventif des mamans. Elles ont accompli leur devoir de conservatrices de la vie, souvent dans des conditions extrêmement difficiles. Un appel particulier doit donc être lancé en direction des femmes, mères, éducatrices et épouses. Elles ont une part de choix dans la reconstruction du pays et de la Paix. Sans celle-ci, elles ne peuvent travailler pour nourrir leur famille. Les guerres les blessent particulièrement par la mort du mari et/ou de leurs enfants, les laissant dans une peine et une insécurité indicibles. Elles sont faites pour unir les familles et parfois les tribus différentes (7) ; elles souffrent atrocement lorsque des guerres et des troubles tribaux ou ethniques surgissent. Leurs enfants et elles-mêmes sont reje-

tés par les uns et par les autres. Leur cri de détresse demandant la réconciliation, le pardon, la Paix, ne peut pas nous laisser indifférents. Nous devons les aider à continuer à jouer sérieusement ce rôle de mères, d'épouses et d'éducatrices de notre nation (8).

Le Rôle de l'Eglise

9. L'Eglise dans son ensemble, agents pastoraux et fidèles, nous semble particulièrement ciblée dans les événements de la guerre et des violences. De nombreux compatriotes et ceux des pays voisins, chrétiens, agents de l'évangélisation, prêtres, religieux, religieuses et évêques ont été tués. Nous déplorons et condamnons énergiquement ces actes de violence. Toutes les épreuves imposées aux agents pastoraux et aux fidèles, notamment la profanation des lieux et objets de culte, sans oublier la destruction des infrastructures des paroisses, privent les populations de l'intérieur des seules structures sociales qui fonctionnent encore.

Certes, des prêtres, des religieux et religieuses, des laïcs engagés, aussi bien étrangers que congolais, ont connu et connaissent, à la suite des événements vécus, un profond désarroi. En dépit de tout cela, les évêques et tous les agents pastoraux sont appelés à s'atteler à la mission pacificatrice du monde et des hommes, spécialement quand sévit la haine fratricide. Pour ce faire, il convient de chercher à réconcilier les populations en évitant tout ethnocentrisme.

10. Dans ce cadre, nous insistons sur la réalisation de l'Eglise-Famille-de-Dieu, programme lancé par l'Assemblée Spéciale du Synode des Evêques pour l'Afrique, où chacun, reconnu et respecté dans sa dignité, a un rôle à jouer pour le bien de tous. Cette convivialité humaine que nous souhaitons, ne nie pas la diversité des ethnies qui constitue la richesse de notre pays. Mais hélas ! Comme l'ont reconnu les Evêques réunis à Nairobi, du 18 au 21 décembre 1996, " ...l'ethnie devient la pire des menaces, quand les intérêts privés ou publics la transforment en idéologie et en instrument de conquête et d'exercice du pouvoir ".

Gardiennes des valeurs chrétiennes depuis deux millénaires, l'Eglise cherche à aider les familles, le peuple et les responsables du Congo à retrouver le sens des valeurs morales, intellectuelles et spirituelles ; à bâtir une société avec une éthique dans le domaine social, politique, économique, culturel, etc. Elle demeure ce feu, cette lampe allumée au milieu du village. Elle favorise l'Esprit de dialogue et développe le sens de la solidarité nationale. Aussi insistons-nous pour que soit édifiée une Eglise-Peuple de Dieu, prise en charge par ses propres fidèles, selon la recommandation actuelle des Evêques. Cela s'appliquera par une pastorale de développement, de promotion de la justice et de la Paix, de l'apostolat des laïcs et un nouvel examen de la solidarité internationale.

Le monde international

11. Aujourd'hui, les Grandes Puissances, qui savent que les armes nucléaires se développent chaque jour, cherchent à freiner le déclenchement d'une guerre nucléaire qui serait catastrophique pour tous. Au nom de notre humanité commune, que ces nations développées nous aident à éviter les guerres et à "gagner la Paix" (9) en faisant tout pour que le Tiers monde ne devienne pas le terrain d'expérimentation des armes et des guerres qu'elles éloignent de chez elles.

Peuples de la Région des Grands Lacs

12. "Donnez-vous la Paix", "Donnez-vous la Paix". En refusant d'accepter les idéologies hégémoniques, ethniques et racistes imposées de l'extérieurs aux fins de vous diviser pour mieux vous exploiter et vous dominer, vous vivrez dans la Paix et vous vous développerez. Ressusciter parmi nous les divisions anthropologiques et ethnologiques qui excluent les uns des autres, n'a d'autre but que d'importer des théories dépassées et condamnées de race pure ou impure, qui ont provoqué des guerres mondiales dont les protagonistes ont honte aujourd'hui

Quant aux peuples et ethnies des pays des Grands Lacs, ils devraient retenir ceci et le méditer : "les uns contre les autres" nous ne gagnerons jamais plus la guerre, "les uns avec les autres" nous pouvons "gagner la Paix" (Paul VI à l'ONU en 1965, cité par "Gagner la Paix", p. 40).

13. A ceux et celles parmi nous qui seraient tentés de désespérer de la possibilité de jouir un jour de la Paix, ces mots du Pape Jean-Paul II, devant la tribune des Nations Unies, peuvent apporter un regain d'espérance et d'activité pour la Paix : *" Malgré la douleur qui envahit mon âme, je me sens autorisé, voir obligé, de réaffirmer solennellement devant vous, comme devant tout le monde, ce que mes prédécesseurs et moi-même avons répété plusieurs fois au nom de la conscience, au nom de la morale, au nom de l'humanité et au nom de Dieu : la paix n'est pas une utopie, ni un idéal inaccessible, ni un rêve irréalisable. La guerre n'est pas une calamité inévitable. La paix est possible. Et parce qu'elle est possible, la paix est un devoir, très grave, une responsabilité suprême. La paix est difficile, certes, et elle exige beaucoup de bonne volonté, beaucoup de sagesse, de ténacité. Mais l'homme peut et doit faire prévaloir la force et la raison sur les raisons de la force. Ma dernière parole est donc encore une parole d'encouragement et d'exhortation. Et comme la Paix, confiée à la responsabilité des hommes, reste quand même un don de Dieu, il se traduit aussi en prière à celui qui a dans ses mains les destinées des peuples "* (10).

Frères et Sœurs biens aimés,

14. C'est par cette émouvante exhortation du Saint Père à prier et à travailler pour que la Paix revienne chez nous, que je voudrais finir cette lettre.

Je vous souhaite à tous et à toutes, à vos familles et vos communautés, une *Bonne et Heureuse Fête de Noël 1997 et du Nouvel An 1998*. Que le Fils de Dieu, Roi de la Paix, vous comble de ses bénédictions et qu'il vous garde par l'intercession de Marie, Notre Dame de la Paix.

Fait à Bukavu, le 24 novembre 1997
Mgr KATALIKO Emmanuel
Archevêque de Bukavu

REFERENCES

- (1) Jn 14, 27 ; Jn 20, 19. 21. 26.
- (2) Rite de la Messe, après le Notre Père.
- (3) Jac. 4, 1-2.
- (4) Cf. Mc 3, 24-25 cité par la Conférence des Evêques du Zaïre, in "Heureux les artisans de la Paix", 1997, p.6, n.4.
- (5) Lc 2,14.
- (6) Dans la lettre pour la Journée Mondiale de la Paix "Offre le pardon, reçois la Paix", le Saint Père montre que s'est en pardonnant qu'on aura la Paix telle que le Christ la donne. "Rien ne se résout par la violence...", Cf. "Discours de Jean-Paul II aux Evêques du Zaïre en visite Ad Limina au Vatican, le 22 novembre 1996, n. 7, en "Heureux les artisans de Paix", p.6, n.3.
- (7) Un proverbe shi dit : " *Omukazi ye kalung'emilala* " : la femme est l'unificatrice des familles, des tribus... Cf. KAGARAGUNTABAZA, "Emigani balibantu".
- (8) Un dicton français affirme que "Qui éduque une femme, éduque toute la nation".
- (9) "Gagner la Paix". Titre de la déclaration de l'Assemblée Plénière de l'Episcopat Français, novembre 1993, Ed. Le Centurion.
- (10) "Gagner la Paix"; Jean-Paul II à l'ONU : La Paix est possible ; Message du Pape à la 11^{ème} Session extraordinaire des Nations Unies, p.64.

Alors, je vous supplie :
donnez-vous la Paix...
la Paix dépend de chacun de vous,
de chacun de nous.

CONTEXTE

Le 2 août 1998 la guerre recommence en RDC. A Bukavu on voit transiter des troupes rwandaises ainsi que des tirs d'artillerie lourde venant de l'autre côté de la Ruzizi pour mater la faible résistance des militaires congolais se trouvant au Camp Sayo.

La population craint le pire. Elle a encore vive dans sa mémoire la guerre d'octobre 1996 avec ses massacres en ville, dans les campagnes, dans les camps des réfugiés ; elle se rappelle aussi du tragique destin des réfugiés Hutu livrés à leur ennemis dans la forêt équatoriale.

Après deux jours arrive la nouvelle du massacre d'officiers congolais à l'aéroport de Kavumu : on parle de 47 personnes tuées pour avoir refusé de se rallier à cette nouvelle " rébellion ". Mais la terreur est telle que personne ne peut aller contrôler l'information. Pendant ce temps les media officiels invitent les gens à vaquer tranquillement à leurs occupations !

La population est désemparée : les militaires lui parlent de libération tandis qu'elle ne perçoit qu'une semence de mort. Au milieu de cette détresse, Mgr. KATALIKO en rappelant l'héritage de son prédécesseur, Mgr. MUNZHIRWA, invite les fidèles à resserrer les liens de solidarité.

MESSAGE AUX FIDÈLES ET AUX HOMMES DE BONNE VOLONTÉ

Chers Frères et Sœurs,

1. Dans la situation actuelle de souffrance et d'incertitude due à cette nouvelle guerre, notre esprit s'élève spontanément vers Notre Seigneur, Maître de l'histoire. Demandons-lui son esprit de lumière et de courage. Qu'il nous indique ce qu'il faut faire et qu'il nous donne la force nécessaire pour l'accomplir.

2. Il y a à peine deux ans, nous avons vécu la guerre dite de libération. Et de façon prophétique, notre Pasteur, feu Mzee Christophe Munzehirwa avait entre autres recommandé à chacun de rester chez soi et de demeurer ferme dans la foi. Ce message a été salutaire pour beaucoup de familles. En effet, malgré l'angoisse et les inquiétudes quotidiennes, celles qui ont suivi ce conseil ont relativement moins souffert que celles qui avaient fui sur des sentiers longs et périlleux avec une issue incertaine.

3. Dans le contexte actuel, notre conseil reste le même. Nous y insistons non seulement pour éviter le danger de la route, mais surtout pour vivre ensemble les risques et les espoirs de la situation actuelle, et par là renforcer nos liens de fraternité et de solidarité. C'est ainsi que nous assumerons notre destinée commune.

4. Je m'adresse également à ceux qui sont engagés ou veulent s'engager activement dans ce conflit, de part et d'autre. Comme pasteur de l'Église, j'ai le devoir d'interpeller leur conscience devant Dieu. Que chacun se demande si son action vise vraiment le bien de notre peuple et de notre nation. Ou au contraire, il s'aligne derrière un groupe par népotisme, parce qu'il s'agit des faits menés par ses frères; ou par opportunisme parce qu'il s'agit d'en tirer un profit personnel.

5. En toute circonstance, je me dois de rappeler à tout le monde les principes fondamentaux de la conscience humaine : le respect de toute vie, de la vérité et de la dignité humaine.

Que notre Dame de la Paix intercède pour nous.

Fait à Bukavu, le 13 août 1998.

KATALIKO Emmanuel,
Archevêque de Bukavu.

***En toute circonstance, je me dois de rappeler à tout le monde
les principes fondamentaux de la conscience humaine :
le respect de toute vie, de la vérité et de la dignité humaine.***

CONTEXTE

Le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) est officiellement installé le 16 août 1998 avec la nomination de Ernest Wamba Dia Wamba comme président. Mais la population n'est pas dupe. Elle a le sentiment qu'il s'agit d'une " couverture congolaise " à un pouvoir étranger.

Le 24 août 1998 survient le massacre à Kasika, une localité de l'Urega, à 100 Km de Bukavu. Quelques jours après le commandant Ondekane reconnaît publiquement la responsabilité de " ses troupes " dans ce qu'il appelle une bavure. Mais la demande de pardon qu'il formule est perçue comme l'aveu de son impuissance quant à l'autorité qu'il exerce sur les troupes étrangères.

Après la défaite des forces dites " rebelles Banyamulenge " sur le front Sud-Ouest, au Bas-Congo et à Kinshasa, l'effort militaire avec son potentiel de destruction se concentre à l'Est du pays.

L'insécurité devient grandissante. Les stocks de nourriture et de médicaments des Organisations Humanitaires Internationales, qui ont toutes quitté les lieux, sont pillés par les militaires. Les véhicules sont saisis ; les moyens de communications confisqués. Des bouclages réguliers de différents quartiers de la ville sont effectués. Des perquisitions et des ratissages deviennent l'occasion de vols et de pillages dont la population fait les frais. Les assassinats isolés et les règlements de compte se multiplient. Les principales routes de ravitaillement sont coupées.

C'est dans ce climat de terreur que Mgr. KATALIKO s'adresse à la population.

Soyez forts et courageux !
Le Seigneur ne nous abandonnera pas.
Message aux Chrétiens et hommes de bonne volonté.

Chers Frères et Sœurs,

1. Soutenu par la foi et la confiance en Dieu qui est notre Père plein de tendresse et de miséricorde, au nom de l'Église qui est toujours et partout soucieuse du bien de tous les hommes, en ce moment difficile de l'histoire de notre Pays,

je désire vous adresser les mêmes paroles d'espérance que le Seigneur a adressées jadis à son peuple qui était dans la détresse :

“ Soyez forts et courageux, ne craignez pas ! Le Seigneur ton Dieu marche avec toi: il ne te délaissera pas, il ne t’abandonnera pas. ”
(Deut. 31,6)

2. Sans l'avoir voulu ni prévu, nous nous trouvons plongés dans une situation de grande souffrance à cause de cette nouvelle guerre qui ravage notre Pays.

Guerre signifie violence, mort et destruction. La guerre risque de détruire à la racine tout effort de dialogue, de tolérance et de fraternité. Elle crée l'insécurité, engendre la famine et plonge les gens dans une extrême pauvreté. Bien plus, la personne humaine s'en trouve profondément ébranlée.

3. Que faire donc devant ce grand fléau qui nous atteint contre notre gré?

Comme nous le dit le Seigneur, **soyons forts et courageux dans notre façon de penser et d'agir en nous appuyant sur Lui avec une confiance inébranlable.** Pour mieux mettre en pratique cette Parole, en tant que votre pasteur et votre frère, je vous prodigue ces quelques conseils.

4. **Face à la violence, souvent brutale et aveugle, qui déferle de tout côté, efforçons-nous de résister avec toute la force de notre foi, sans nous laisser entraîner par un égal esprit de violence.**

Répondre à la violence par la violence n'est jamais la vraie solution, mais plutôt une façon de se laisser dominer par le même mal qu'on voudrait combattre et éliminer.

Même si notre instinct humain nous pousse dans ce sens, nous devons avec la force de l'Esprit nous tenir à la Parole du Seigneur qui nous dit:

“ Ne vous vengez pas vous mêmes, mais laissez agir la colère de Dieu !... Ne te laisse pas vaincre par le mal, mais sois vainqueur du mal par le bien ” (Rom. 12,19.21.)

5. Face à la pauvreté qui nous accable, **réagissons par un effort accru de solidarité.**

Que chacun soit plus sensible qu'avant à la détresse de son voisin en surmontant tout esprit d'égoïsme, de peur et de jalousie.

Mettons en œuvre toutes nos capacités d'entraide et de participation pour signaler et soulager, au niveau des Shirika et des Paroisses, les souffrances des plus démunis.

Rappelons-nous que le fait d'indiquer, de dénoncer et livrer tout homme, par vengeance ou pour un intérêt personnel, est un crime abominable que Dieu ne manquera pas de punir.

6. Face à la famine qui nous menace, **efforçons-nous de réagir par un plus grand engagement dans le travail, sans nous laisser paralyser par la peur et la lassitude.** Puisque nous ne pouvons pas compter beaucoup sur l'aide extérieure, nous devons nous prendre en charge nous-mêmes.

- Que chacun fasse de son mieux pour se rendre utile par son travail et pourvoir aux besoins de sa famille.

- Que les commerçants ne cèdent pas à la tentation de profiter de la détresse générale pour gagner davantage en augmentant les prix des denrées de première nécessité.

- Que les cultivateurs en particulier redoublent d'effort, malgré l'insécurité et la peur, pour cultiver les champs et ainsi produire la nourriture nécessaire à leur subsistance et à celle de leurs frères qui vivent dans les centres.

7. Face à la jalousie et au mensonge.

“ Si vous avez le cœur plein d'aigre jalousie et d'esprit de rivalité ou d'intérêts à viser, ne faites pas les avantageux et ne nuisez pas à la vérité par les mensonges et les tromperies... En effet, la jalousie, la tromperie, l'esprit de rivalité s'accompagnent de remous et de force affaires fâcheuses ” (Cf. Jc. 3,14-16).

Que chacun s'abstienne à rapporter de fausses nouvelles qui peuvent semer des confusions et la nervosité dans les esprits.

La déformation des paroles dites et de la vérité crée la méfiance.

Les fausses accusations contre le prochain créent des inimitiés.

8. Pendant que nous nous engageons à déployer tous ces efforts pour faire face à cette pénible situation créée par la guerre, **prions le Seigneur avec toute notre ferveur afin qu'il nous accorde la PAIX.**

- Qu'il touche le cœur de tous les responsables politiques et militaires qui sont à l'origine de cette guerre et qui l'entretiennent, afin qu'ils prennent conscience de l'énorme responsabilité qu'ils ont devant Dieu et devant le peuple.
- Qu'ils comprennent que jamais le bien d'un peuple ne peut s'obtenir par la seule guerre.
- Que les souffrances et le sang de tant de victimes innocentes touchent leurs consciences et les poussent à une recherche rapide de la PAIX.

“ Soyez forts et courageux, ne craignez pas ! Le Seigneur ton Dieu marche avec toi: il ne te délaissera pas, il ne t'abandonnera pas. ” (Deut. 31,6).

Fait à Bukavu, le 24 Septembre 1998.

KATALIKO Emmanuel,
Archevêque de Bukavu.

Face à la violence

efforçons-nous de résister avec toute la force de notre foi sans nous laisser entraîner par un égal esprit de violence.

CONTEXTE

Les Evêques catholiques du Kivu se rencontrent à Goma le 1^{er} octobre 1998 et condamnent énergiquement la guerre *“ dont les mobiles ne sont pas clairs ”* et *“ qui prolongent cruellement les souffrances de la population. ”*

Entre temps la ville de Kindu tombe le 12 octobre 1998. Le 17 octobre, le Gouverneur de la province du Sud-Kivu, le professeur Jean Charles Magabe, profitant d'une mission officielle du coté d'Uvira, prend la fuite pour se réfugier en Belgique. Avec sa fuite et ses déclarations, il dénonce l'invasion qui n'a pas encore été reconnue et condamnée par l'ONU et qui n'est pas encore dévoilée par les media.

L'aveu officiel du général Paul Kagame fait à Pretoria le 6 novembre 1998, après trois mois de négation, enlève définitivement tout équivoque. Le prétexte de la sécurité des frontières du Rwanda commence à remplacer la motivation première de cette guerre à savoir celle de combattre la dictature de Kabila.

La population du Sud-Kivu est de plus en plus mécontente. Les autorités du RCD, craignant la collaboration de celle-ci avec les combattants May-may et inquiétées par la diffusion de tracts encourageant la population à la résistance, déclenchent une vague d'arrestations dans les milieux intellectuels et des commerçants. Ceux qui expriment une opinion contraire à la politique du RCD ou appartiennent à des groupes de défense des droits de l'homme sont poursuivis, emprisonnés, torturés et des fois des rumeurs courent selon lesquelles ils seraient déportés au Rwanda.

Dans ce climat de violence, la Société Civile du Bukavu propose un plan de paix et Mgr. KATALIKO le soutient. Plus tard après l'avoir quelque peu combattu, les tenants du RCD l'adoptent en grandes lignes dans les Accords de Lusaka.

**“ Sois fort et prends courage, espère le Seigneur ”
(Ps 26,13)**

**MESSAGE AUX FIDELES DE BUKAVU ET AUX HOMMES
DE BONNE VOLONTE.**

Chers frères et sœurs dans le Christ,

1. Nous vivons le temps liturgique de l'Avent qui nous prépare à la venue messianique de Jésus. C'est le temps de l'attente dans l'espérance qui remplit toute l'Histoire du Salut. Cette attente s'est toujours faite pendant les temps les plus difficiles : l'esclavage en Egypte (cfr. Ex 6ss) ; l'exil en Babylone (cfr. Is 55) ; l'oppression grecque et romaine (cfr. 2 Macc. 6-7). Dieu n'a jamais manqué de se manifester dans ces situations de détresse, de domination et de peur. Il demande au peuple force, courage et confiance en son action. C'est l'attitude de la conversion qui demande : le passage de l'état de défiance ou l'homme, livré à lui même, se trouve dans la déchéance consécutive à ses œuvres, à l'état de confiance où l'homme, animé par le souffle et la grâce de Dieu, s'attelle à retrouver sa dignité et sa nature originelle.

2. Dans la situation actuelle, tous aspirent au bien-être, à la sécurité, à l'éducation et à la scolarité, à une alimentation saine et suffisante, à des soins de santé appropriés et accessibles, à des salaires justes et équitables, à la dignité de tout un chacun, et pour tout dire, à la paix. Ceux qui se battent et ceux qui sont combattus aspirent tous à ce même idéal. Malheureusement certains veulent y parvenir par les armes au détriment des autres. Ils croient que par la seule domination ils peuvent s'assurer, à eux tout seuls, une paix durable. Pourtant l'expérience de l'histoire montre, autour de nous, comment des peuples ou des communautés qui ont su dépasser leurs rivalités, ont construit une paix et une prospérité durables (France et Allemagne; Chine et Japon; Blancs et Noirs en Afrique du Sud). Pourquoi croit-on qu'en Afrique Centrale, l'accentuation des extrémismes ethniques constituerait une solution ?

3. La situation dans laquelle nous nous trouvons est extrêmement complexe:

- la lutte ethnique du Rwanda et du Burundi déversée sur le Congo ;
- une dynamique d'occupation (reconnue par toutes les forces en présence) sous prétexte de protéger leurs frontières ;
- l'émergence des mouvements autochtones de résistance armée à l'occupation étrangère ;
- les luttes intestines entre congolais pour le pouvoir sous le couvert de mouvements de " libération " ;
- la tentative d'un découpage géopolitique des frontières orchestrée par des grands et exécutée par procuration au mépris de la Charte de l'O.N.U., de l'O.U.A. et de la détresse des peuples.

Tous ces acteurs en conflit prétendent agir au nom du peuple, pour le peuple et pour la liberté. Mais quelle est la place du peuple dans leurs débats, dans leurs initiatives et dans leurs négociations ?

Tout cela se fait en général sur le dos de la population sans qu'on lui demande son avis.

4. Heureusement à côté de ces démarches nocives, nous en percevons d'autres qui sont autant de signes d'espoirs de la part des personnes physiques ou morales lesquelles essayent d'assumer les aspirations de notre population :

- " Remets ton épée dans le fourreau ", Message des Evêques du Kivu (C.E.P.Ki) du 1/10/'98 ;
- Déclaration de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (C.E.N.C.) du 6/11/'98 ;
- Message du Pape Jean-Paul II à l'occasion de la visite du Président Kabila au Vatican, le 26/11/'98 ;
- L'accord de principe de Paris pour une cessation immédiate des combats, du 28/11/'98.

5. Plus près de nous, la Société Civile du Sud-Kivu, véritable expression de l'opinion du peuple, vient de publier une proposition de " Plan de Paix " en date du 9/11/'98. Ce plan, implique entre autres les points

suivants :

- que les armes se taisent ;
- que les forces étrangères d'occupation se retirent ;
- que la Communauté internationale prévoit un mécanisme qui sécurise les populations locales des territoires occupés ;
- que cette force procède au désarmement des milices présentes sur le territoire congolais ainsi que l'évacuation des réfugiés venus des pays voisins, en direction de leur pays ou d'autres pays d'accueil ;
- que cette force supervise également le retrait rapide des troupes alliées au gouvernement central... (cfr. " Plan de Paix ", p.6).

Cette Société Civile s'était déjà illustrée à la Conférence Nationale Souveraine pour ses prises de positions en faveur de l'établissement d'un Etat de Droit.

Nous, pasteur du Peuple de Dieu qui est à Bukavu, reconnaissons là les aspirations légitimes du peuple, que nous encourageons et accompagnons de toute notre sollicitude pastorale. Nous souhaitons que, à l'intérieur comme à l'extérieur, les uns et les autres dépassent leurs peurs, leurs ambitions et leurs égoïsmes pour que les citoyens de notre pays comme ceux des pays voisins, travaillent à la réconciliation nationale, à la démocratie et à la bonne gouvernance.

6. Comme pasteur du Peuple de Dieu je m'adresse aux fidèles de Bukavu ainsi qu'aux hommes de bonne volonté. Nous devons comprendre que cette paix n'est pas seulement le don de Dieu que nous implorons tous les jours avec ferveur, ni seulement le fruit des négociations qui se font ailleurs par des grands sans la participation du peuple, mais qu'elle doit être aussi et surtout le fruit de notre engagement quotidien autour des valeurs chrétiennes et humaines de la confiance, de la solidarité, du pardon, de la réconciliation, de la justice, du travail... La paix n'est pas d'abord le résultat d'une lutte armée mais surtout le fruit d'un combat humain, culturel et spirituel ardu.

7. Nous lançons un appel pressant aux autorités locales pour qu'elles exercent leur autorité afin d'empêcher les militaires de piller villages et

paroisses de l'intérieur et qu'elles cessent de traquer la population par la vaste campagne d'arrestations en cours. Ces pratiques ne sont pas propres à ramener un climat de sérénité. Nous en appelons une fois de plus à la conscience et à la responsabilité des autorités militaires et politiques, nationales et internationales, pour qu'elles œuvrent à la construction d'une paix durable et profitable à tous.

8. Comme Marie, notre Dame de la Paix, patronne de notre Diocèse, renouvelons notre confiance en Dieu qui n'oublie jamais son alliance : "son amour s'étend d'âge en âge sur ceux qui le craignent" (Lc 2, 50).

" Sois fort et prends courage, espère le Seigneur " (Ps 26, 13)!

Fait à Bukavu le 5/12/1998

Emmanuel KATALIKO,
Archevêque de Bukavu

***La paix n'est pas d'abord le résultat d'une lutte armée
mais surtout le fruit d'un combat humain,
culturel et spirituel ardu.***

CONTEXTE

Au fur et à mesure que le conflit perdure et que l'information se fait plus précise, il devient de plus en plus clair que l'occupation et la poursuite de la guerre ne sont possibles que grâce à l'appui matériel, logistique et diplomatique des USA. Les intérêts économiques qui constituent le premier mobile de cette guerre qui ressemble à une conquête, expression aussi d'une globalisation dérégulée, sont couverts par une nouvelle idéologie formulée par les officiels des USA à savoir la " prévention d'un nouveau génocide ".

La déclaration faite par Susan Rice illustre bien la position du Département d'Etat des USA : *" Une des trois grandes préoccupations de Washington est celle de garantir, dans la Région des Grands Lacs, un espace pour l'ethnie Tutsi, pas seulement pour les Banyamulenge, Tutsi autochtones du Congo, mais également pour le groupe d'origine nilotique pris en général (...) car les USA veulent éviter un nouveau génocide. "*

On attendait des USA, la plus grande démocratie du monde, de soutenir une idéologie d'un état de droit où la justice est égale pour tous mais ce qu'on constate, c'est un plan de création d'un espace vital où une seule ethnie sur les quelques 400 du Congo a droit d'être à l'aise. Tant pis pour les autres si elles sont écrasées par le système.

Au nom de cette idéologie bien de crimes sont tolérés par la Communauté internationale. On avait déjà vu quelque chose de semblable dans les années '60-70 avec l'idéologie de la " Sécurité nationale ". Dans certains états d'Amérique Latine la dictature était soutenue sous ces prétextes tout comme ici aujourd'hui, une certaine dictature est soutenue au nom de la " prévention d'un autre génocide ".

C'est dans ce contexte que Mgr. KATALIKO décide d'écrire à ses confères dans l'épiscopat des USA pour leur donner plus de lumière sur les souffrances des populations congolaises et solliciter leur aide.

UN CRI DE DETRESSE DU PEUPLE CONGOLAIS AU PEUPLE DES U.S.A.

INTRODUCTION.

Nous, Mgr. Emmanuel Kataliko, Archevêque de Bukavu, et les autres Evêques qui se trouvent à l'Est de la République Démocratique du Congo, nous vivons dans une situation de désolation et d'impasse. En deux ans la population a dû affronter deux guerres avec leurs conséquences néfastes. Elle recourt auprès de nous, pasteurs, pour un certain réconfort et pour qu'ensemble nous cherchions des signes d'une espérance qui ne veut pas mourir. Nous sommes souvent frustrés parce que nous entendons les cris du cœur de ce peuple au milieu duquel nous vivons mais nous ne savons plus comment le motiver pour des initiatives constructives vu le poids écrasant qu'il est obligé de porter dans la solitude la plus totale. Ce poids ce sont les deux guerres dites de libération : l'intransigeance des belligérants, l'opportunisme des politiciens du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), le mensonge et la ruse des envahisseurs, la misère croissante de la population autochtone, le désintéressement de son sort par la communauté internationale.

Dans un souci pastoral de chercher de nouvelles initiatives pour faire sortir de l'anonymat la tragédie que nous vivons, nous avons pensé utile de partager avec vous nos soucis pastoraux pour voir dans quelle mesure, ensemble, nous pouvons trouver des réponses respectueuses à différentes interrogations. Le devoir moral de sollicitude pastorale pour le peuple qui nous est confié nous pousse ainsi à recourir à la communion avec vous, nos Frères dans l'Episcopat. Cette démarche exceptionnelle correspond à la gravité et à la complexité de la situation que nous vivons.

Pour vous donner quelques points de repère permettant de mieux saisir la situation que nous vivons ici, nous articulerons notre intervention sur trois points :

- 1) Le génocide rwandais et ses retombées ;
- 2) La logique de guerre généralisée ;
- 3) La détresse de notre peuple.

Au terme nous voudrions vous demander votre contribution pour nous aider à sortir de ce cercle infernal.

1. LE GENOCIDE RWANDAIS ET SES RETOMBEES.

1.1 BREF APERÇU HISTORIQUE.

Tout a commencé avec la guerre du Rwanda en 1990. Une partie de la population de ce pays, exilée depuis 1959, s'est décidée à rentrer chez soi par la force à partir de l'Ouganda et avec l'appui de ce pays. Il s'en est suivi des massacres qui par la suite ont dégénéré en génocide. Leur victoire en 1994, a jeté sur notre territoire congolais une marée de réfugiés hutu estimée à près de deux millions. Deux ans après, en 1996, une petite rébellion des Banyamulenge, (d'origine rwandaise, depuis longtemps sur le sol congolais), embrase toute la région et puis tout le pays, sous prétexte de revendication de nationalité. En fait ce n'était qu'un prétexte puisque on s'est aperçu que l'objectif proche était de détruire, sur le sol congolais, les camps des réfugiés hutu du Burundi et du Rwanda qui eux n'avaient aucun conflit avec les Banyamulenge comme tels. La population locale s'est étonnée de voir qu'une armée puisse détruire des camps des réfugiés sous protection de l'ONU sans qu'il y ait eu la moindre protestation ni condamnation de la part de la communauté internationale. Dans cette tragédie, notre prédécesseur dans l'épiscopat, Mgr. Christophe Munzihirwa, sera assassiné le 29/10/1996 à cause de sa clairvoyance et de ses prises de position sur l'évolution de la situation dans la région. Personne ne l'avait écouté et l'armée d'invasion a bien pensé d'éliminer un témoin devenu trop encombrant.

Au Kivu, nous nous sommes rendu compte que le Rwanda et le Burundi sous la tutelle de l'Ouganda, manœuvraient les Banyamulenge pour d'autres objectifs qui leur sont propres. Kabila est mis à la tête de cette "rébellion" donnant à cette entreprise l'allure d'une guerre de "libération nationale" et il en a profité pour prendre le pouvoir. Un moment la politique intérieure l'oblige à faire la lumière sur la mainmise de ses tuteurs par rapport au pays. Il décide de renvoyer chez eux ceux qu'il a appelés mercenaires rwandais, burundais, ougandais et c'est tout de suite le début de la deuxième agression dite, une fois de plus, guerre de "libération".

La motivation de cette nouvelle guerre, déclenchée le 2 août 1998, prend différents visages selon les lieux et le temps. A l'intérieur on dit que c'est pour mettre fin à la dictature de Kabila qui sera appelé plus tard génocidaire; à l'extérieur on explique qu'il faut éviter un autre génocide (1) dans la région en sécurisant les frontières du Rwanda et du Burundi. Mais le peuple congolais

reste choqué, blessé et meurtri par cette nouvelle guerre qu'il ne comprend pas. Il ne comprend surtout pas pourquoi pour défendre les frontières de Gisenyi et de Cyangugu (villes frontalières du Rwanda avec le Congo) il faut mener la guerre à Kitona, à Inga, à Matadi et à Kinshasa (villes congolaises à l'ouest distantes de plus de 2000 Km des frontières rwando-ugandaises), comme si le Congo lui n'avait pas droit à la sécurité de ses frontières ; il ne comprend pas pourquoi pour empêcher *un autre génocide* il faut piller les banques de Bukavu, de Goma, d'Uvira et de tous les territoires occupés ; il ne comprend pas pourquoi pour éviter *un nouveau génocide* il faut perpétrer des massacres à grande échelle sur la population civile comme à Kasika, Uvira, Kalehe, etc.

Nous avons beau nous plaindre des violations de nos droits les plus élémentaires des personnes et des peuples ; le monde fait sourde oreille parce que une idéologie plus grande a été mise en circulation à côté de laquelle tout le reste est relatif. Le génocide devenu " idéologique " fonctionne alors comme un chèque en blanc offert par l'administration actuelle des U.S.A. aux pouvoirs actuellement en place au Rwanda et en Ouganda pour faire n'importe quoi à toutes les communautés environnantes et en toute impunité.

1.2 LE DISCOURS OFFICIEL.

En décembre 1997, dans son voyage de préparation à la visite en Afrique du Président Clinton, le Secrétaire d'état, Mme Madeleine Albright avait montré la volonté des U.S.A. pour la construction d'un nouveau partenariat avec les peuples de la région de l'Afrique des Grands Lacs (2).

Au début de son voyage en Afrique (23 mars- 2 avril 1998), à Accra, le Président Bill Clinton a présenté cette initiative des U.S.A. comme l'acte de " *la renaissance africaine* " pour tous les africains qui " *nourrissent de nouveaux espoirs de démocratie, de paix et de prospérité* ".

Dans sa dernière tournée en Afrique (26 octobre-5 novembre), la Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires africaines, Mme Susan Rice affirmait une fois de plus l'engagement des U.S.A. pour la recherche de la paix et du développement dans la région. Mais, en réalité, le refrain du génocide semble être le pivot autour duquel va se concrétiser la nouvelle politique africaine des U.S.A.(3). Car, à la place des initiatives civiles ordonnées à la paix, à la démocratie et à la prospérité, on voit venir une guerre soutenue et de grande envergure. Tout cela pour éviter un nouveau génocide.

1.3 LA PREVENTION DU GENOCIDE COMME IDEOLOGIE DOMINANTE.

Nous ici localement, nous devons tout subir et nous taire, en tout cas nous n'avons pas le droit d'être entendus parce qu'il y a eu *le génocide* qui est la cause suprême. Il en va de même de l'attitude que doivent adopter toutes les nations ainsi que la communauté internationale pilotée par les U.S.A. En effet, on joue beaucoup sur le sentiment de culpabilité de la communauté internationale face au génocide de 1994. Le régime de Kigali capitalise sans relâche sur le génocide en rappelant continuellement aux Occidentaux leur apathie et leur non-intervention face à cet événement. Mais ce régime semble oublier que son plus grand allié, les U.S.A., a fortement influencé le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. dans la résolution du 27 avril 1994, pour mettre fin à la mission de la MINUAR juste au moment où il aurait été important d'en renforcer son dispositif pour éviter le pire. Au contraire, on a laissé faire le pouvoir en place, quitte à donner plus tard carte blanche au Front Patriotique Rwandais (FPR). Donc tout serait permis au régime de Kigali, pourvu qu'il rappelle à une communauté internationale qui se sent coupable de son inaction, le génocide de 1994.

Pourtant la Commission d'enquête de l'O.N.U. a présenté au Conseil de Sécurité le 1^{er} juillet 1998 son rapport sur les allégations de massacres de réfugiés hutus en R.D.C. (République Démocratique du Congo) (4).

Le 13 juillet, le Conseil de Sécurité formulera une tiède condamnation avec la recommandation de poursuivre les enquêtes. Le mot "génocide" a été supprimé pour être remplacé par le mot "massacre". Les organisations de défenses des droits de l'homme comme Human Rights Watch, Amnistie Internationale, réagiront indignées. Comment expliquer cette démission du Conseil de Sécurité ? Peut-être certains de ses membres préfèrent-ils que toute la vérité ne soit pas faite sur les massacres des Hutus, pour que l'exclusivité du bénéfice politique du "Génocide" reste monopole du régime de Kigali. On sait, par ailleurs, que des militaires des U.S.A. ont formé les soldats qui ont perpétré ces atrocités et que des soldats étasuniens ont accompagné les hostilités. Déjà en octobre 1997, Human Rights Watch/Africa et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), dans leur rapport conjoint "Ce que Kabila dissimule : massacres des civils et impunité au Congo", accusaient aussi les U.S.A. d'avoir été au courant de l'intention du Rwanda d'attaquer les camps de réfugiés. (5)

1.4 NOTRE ATTITUDE FACE AU GENOCIDE.

Tous les génocides, y compris celui du Rwanda sont condamnables et doivent être condamnés. Le monde civilisé ne reconnaît que cinq génocides : celui des Juifs, des Arméniens, des Cambodgiens, des Bosniaques et des Rwandais en 1994. Tout récemment le Général Pinochet a été accusé et écroué pour cause de génocide. Si les critères de son inculpation et de son arrestation sont valables pour tous, alors les génocides et les génocidaires sont nombreux dans notre sous-région. Il faudrait pouvoir faire la lumière sur l'ensemble de ces génocides. Nous pourrions nous demander : seuls les vainqueurs peuvent-ils se réclamer victimes du génocide ? Ou bien les vaincus aussi peuvent-ils jouir aussi du droit de recours contre cette violation ? Doit-on attendre que le massacre soit terminé pour qu'on parle de génocide ? Mais puisque le génocide des Tutsi est considéré comme le seul vraiment important ici chez nous il faudrait du moins en établir objectivement les responsabilités directes et indirectes, intérieures et extérieures avant d'appuyer le groupe qui revendique l'exclusivité du génocide. Faut-il rappeler que cela a été le génocide des rwandais, Hutu et Tutsi. De manière générale la communauté internationale devrait pouvoir éviter que le génocide, qui se vend tellement bien aujourd'hui, ne soit parfois planifié ou toléré en vue d'en tirer profit. Et d'une manière particulière que les congolais cessent d'être à peu près les seuls à porter le poids de cette zone d'ombre de notre histoire commune.

2. DE LA LOGIQUE DE LA GUERRE GENERALISEE.

2.1 QUE DIT-ON DE CETTE GUERRE ?

Aux yeux de la population, la guerre actuelle apparaît comme une guerre de conquête pour la gestion des ressources et du marché congolais par l'intermédiaire du Rwanda et de l'Ouganda. La population, qui a acquis depuis un certain temps une attitude critique vis-à-vis des événements qui le concerne, manifeste une vraie aversion pour la politique actuelle des U.S.A., principaux alliés du Rwanda et Ouganda, dont les armées occupent notre territoire. (6)

Des témoins oculaires et bien informés affirment que des instructeurs étasuniens, même blancs, entraînent des militaires rwandais et d'ailleurs dans la localité

de Deida, une île dans le Lac Kivu ainsi que dans une base au nord de l'île d'Idjwi, dans la province du Sud-Kivu.

Le discours officiel de l'administration des U.S.A. est celui de la recherche d'une solution négociée, de l'intégrité nationale et du respect des frontières mais en réalité sur le terrain il s'avère toute autre chose. Pourquoi enverrait-on principalement des militaires et des armes sur place si le but déclaré est celui de la paix ? (7)

La guerre actuelle est considérée par la population comme une invasion cachée derrière une mutinerie provoquée de l'extérieur, celle de la 10^{ème} et de la 222^{ème} brigades basées respectivement à Goma et à Bukavu. Qui sont ces deux brigades pour résister à l'armée nationale soutenue par l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie et le Tchad ? Ainsi la " rébellion " n'apparaît pas comme le porte-parole de la population comme elle veut le faire croire, mais elle est l'expression d'une intrigue de palais axée sur la vengeance contre la personne de Kabila de la part de ses propres anciens alliés le Rwanda et l'Ouganda. Elle est à ce titre désavouée comme une guerre injuste contre la population. Ce désaveu se manifeste par le boycott des différentes activités imposées par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), branche politique de la " rébellion " armée. Tout cela, malgré quatre mois de mensonges et de subterfuges.

2.2 CONQUETE DU MARCHE SANS PARTENARIAT ?

Le projet de loi " *African Growth and Opportunity Act* " introduit au Congrès américain en octobre 1997 montre le véritable objectif de cette guerre. Conçue par les multinationales américaines, cette loi établit la nouvelle politique des U.S.A. pour l'Afrique. Le but est d'assurer la prépondérance des dites multinationales en Afrique. Cette loi préconise entre autre l'élimination de la plupart des droits de douane pour les produits africains, la privatisation de tous les secteurs de l'économie en Afrique, la réduction des impôts pour les multinationales, l'élimination de toutes les restrictions aux investissements, l'assouplissement des lois sur la protection de l'environnement, ainsi qu'un projet d'une zone de libre-échange entre les U.S.A. et l'Afrique.

Si le partenariat était l'objectif principal de la " *renaissance africaine* " on s'attendrait à ce qu'il s'obtienne par la libre adhésion des Etats sur base des accords bilatéraux et non pas par imposition militaire.

3. LA SITUATION ACTUELLE ET LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE SUR LA POPULATION.

- Des massacres en série dont celui de Kasika est le plus célèbre (avec 1099 victimes, tous des civils).
- Des villages entiers déplacés entre Bukavu et Kindu fuyant la terreur de la guerre.
- Toute la population dispersée dans la forêt équatoriale, loin des champs et des maisons sans nourriture, sans médicaments, sans eau potable, exposée à toute sorte d'intempéries et épidémies.
- Anéantissement de l'économie locale par les pillages des organisations internationales et des banques ; étranglement de la population par les coupures des voies de communications dues à la présence d'une multitude de milices sur l'ensemble du territoire occupé causant l'insécurité.
- Inflation galopante de près de 300 % en quatre mois, depuis le commencement de la guerre.
- Crainte des massacres et des crimes de type rwandais (cfr. Kasika, Kilungutwe, Bushaku, Bunyakiri, etc.)
- Abandon et isolement : les populations connaissent des problèmes humanitaires aigus, mais cela ne semble intéresser personne.
- Culpabilisation à l'excès du peuple congolais : lorsqu'il est agressé et qu'il se défend on le traite de génocidaire ; lorsqu'il s'explique il est traité d'irresponsable et d'irrationnel ; lorsqu'il s'accroche à l'unité nationale, on l'accuse de s'attacher au dictateur Kabila. En fait, il ne s'agit pas de soutenir la personne de Kabila mais d'affirmer le principe de l'identité et de la souveraineté nationale ainsi que celui de l'intégrité territoriale. Ce sont là des principes qui ne se négocient dans aucun pays.
- Arrestations arbitraires, enlèvements, tortures et assassinats commandités par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie vis-à-vis de tous ceux qui osent penser différemment. Et la liste est déjà longue (8).
- En milieu rural, les envahisseurs avec la complicité du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, terrorisent les chefs coutumiers pour les contraindre à la clandestinité. De même que les prêtres catholiques et les pasteurs protestants dans certains cas. On lit dans ces agissements, la volonté politique de décapiter un peuple en supprimant son leadership traditionnel.
- Pas de liberté de parole et d'expression. Qui s'y hasarde le fait à ses risques et périls.

On dirait que pour plaire à une certaine opinion américaine et internationale, le peuple congolais doit se résigner à devenir une matière inerte, sans pensée, sans option, sans action. Bref, inexistant.

4. NOS ATTENTES.

L'intransigeance du Président Kabila, l'opportunisme du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, le mensonge et la ruse de l'envahisseur Rwandais, Ougandais et Burundais, le sentiment de se sentir abandonnée, plongent la population dans une situation intolérable.

Nous nous trouvons dans une position d'enlisement parce que, en réalité, les acteurs en présence ne sont pas les responsables en dernière instance de cet imbroglio. En tant qu'Eglise, nous ne savons plus auquel de nos Saints nous vouer pour contribuer à débloquer une situation que les autorités politico-militaires actuelles veulent stagnante.

4.1 SENSIBILISATION.

C'est pourquoi nous recourons à vous pour mobiliser l'opinion américaine afin de la sensibiliser face à la misère et au malheur du peuple congolais. Votre pays comme première puissance du monde et principal allié du Rwanda et de l'Ouganda, ne saurait être sans possibilité de quelque remède que ce soit. Cette aide devrait refléter l'intérêt que vous avez toujours porté aux droits de l'homme et au progrès social. (9). Vous même vous reconnaissez que l'aide des U.S.A. est de plus en plus militarisée (10). Nous vivons ici la conséquence fâcheuse de cette politique même s'il n'est pas toujours facile d'en démêler les intrigues politiques, économiques et militaires qui se trament à l'insu de tout le monde, ainsi que de l'opinion publique, pour en déterminer la responsabilité. Mais nous savons également que l'opinion américaine est très sensible à la vérité, au respect des droits de l'homme, à la liberté, à la démocratie et au progrès social.

4.2 CONNAISSANCE.

Nous aurions voulu que la société américaine s'intéresse de plus près à cette région et de façon plus globale. Car si elle était mieux informée elle pourrait réagir autrement : elle pousserait ses autorités à favoriser le dialogue et la collaboration plutôt qu'une logique de guerre. Nous sommes déroutés par le fossé existant entre le discours officiel des hommes politiques américains et la pratique militariste que nous vivons sur le terrain. Les discours officiels par-

lent de valeurs telles que la démocratie, la paix et la prospérité (11), alors que sur le terrain nous vivons l'inverse : dictature d'une minorité ethnique au Rwanda, en Ouganda, au Burundi et actuellement à l'Est du Congo. De même à la place de la paix nous avons la guerre généralisée désormais au niveau continental ; de même à la place de la prospérité nous avons la misère, le pillage systématique des ressources des individus et des peuples.

Dans les années '70, au nom de l'idéologie de la " sécurité nationale " les U.S.A. ont cautionné les dictatures en Amérique Latine (12); et voici qu'en 1998, au nom de l'idéologie de la prévention du génocide, les U.S.A., cautionnent en Afrique la dictature d'une communauté ethnique sur toutes les autres communautés et sur les Etats. Serait ce la stratégie de l'administration américaine pour éviter un nouveau génocide ? Nous demandons votre aide aussi non seulement pour notre pays et pour notre peuple, mais aussi pour éviter une nouvelle tragédie dans toute la sous-région si cette politique exclusiviste continuait de se développer.

4.3 IMPLICATION.

Vous dites : " *un pays aussi grand, aussi riche et aussi puissant que le nôtre a l'obligation morale de se mettre en tête de l'action visant à réduire la pauvreté dans le tiers monde* " (13). C'est l'idéal auquel nous devrions arriver. Mais notre peuple ne voit pas, pour l'instant, que le vôtre lui donne de son pain. Si toutefois il pouvait ne pas faire piller le nôtre ce serait déjà bien. Et si plus tard on pouvait partager, ce serait encore mieux.

Les interlocuteurs, les porte-parole de la population, ne manquent pas. La Société Civile du Sud-Kivu en est un exemple, proposable et courageux. Dans son " Plan de Paix " (dont elle souffre des retombées répressives du Rassemblement Congolais pour la Démocratie) elle montre les issues pacifiques à cette guerre absurde. Faut-il encore que ces interlocuteurs puissent jouir de l'appui des grandes puissances. Ce faisant elles montreraient leur volonté politique et leur détermination pacifique dans la résolution de ce conflit qui a déjà fait trop de victimes.

Aidez-nous, nous vous en supplions, pour que des propositions concrètes soient trouvées à temps afin d'éviter que cette région ne se transforme en une zone de permanente instabilité où la culture de la mort continue à avoir le dessus sur le respect de la dignité de la personne.

En vous remerciant infiniment de l'attention que vous nous avez accordée, nous espérons une suite favorable à notre appel que nous pourrions programmer et planifier ensemble.

Fait à Bukavu en cette Veille de Noël 24 décembre 1998

Aidez-nous à éviter que cette région ne se transforme en une zone de permanente instabilité où la culture de la mort continue à avoir le dessus sur le respect de la dignité de la personne.

Notes :

(1) " ...*stop the genocidal killings and other communal violence in Rwanda, Eastern Congo, and Burundi* ".

Au sommet d'Entebbe le 25 mars 1998, l'engagement a été pris afin que le génocide soit banni en Afrique et le Président Clinton affirmera : " *Our efforts came too late for yesterday's victims ; They must be in time to prevent tomorrow's victims* ".

Susan Rice affirmait une fois de plus que " *concrete steps must be taken to prevent another genocide in this region* ".

(2) " *In the immediate term, our goals in the Great Lacs region are to help : 1) stabilize the Democratic Republic of the Congo (...); 2) stop the genocidal killings and other communal violence in Rwanda, Eastern Congo, and Burundi ; 3) advance increased respect for human rights and humanitarian principles and the development of justice system (...)*

(3) Paix, développement et garantie d'un espace pour l'ethnie Tutsi sont les objectifs des U.S.A. réitérés le 30/10/1998 par la même Susan Rice lors de la rencontre avec la Société Civile à Kinshasa (*Irin, CEA, 31/10/1998*).

(4) Ce rapport dit que les circonstances dans lesquelles les attaques contre les camps à l'intérieur du pays ont été menées en 1997 " *montrent bien que l'intention était d'éliminer les Hutus rwandais qui étaient restés au Zaïre. Une interprétation possible de cette phase des opérations par l'AFDL (Alliance*

des Forces Démocratiques de Libération, parti de Kabila) avec l'appuis du Rwanda est qu'il avait été décidé d'éliminer cette partie du groupe ethnique Hutu en tant que tel. Si cela est confirmé, il s'agirait d'un acte de génocide "

(5) " Les U.S.A. ont fourni aux autorités rwandaises un soutien politique déterminant tout au long de la campagne militaire au Congo et jusqu'à ce jour, des témoins bien informés ont déclaré que l'armée américaine avait entraîné et assisté l'APR sur le territoire congolais ". Des recommandations spécifiquement adressées au gouvernement des U.S.A. demandant de dévoiler la nature de son engagement et de suspendre tout soutien tactique, toute assistance sur le terrain et toute livraison d'arme.

Des témoins crédibles affirment qu'à la veille de la prise de la ville de Bukavu, le 28/10/1996, des officiers étasuniens ont été aperçus dans la ville frontalière de Cyangugu au Rwanda (*source locale*).

(6) Lynn Duke, dans le *Washington Post* du 14 juillet 1998, interrogeant un membre de l'administration de Clinton sur l'assistance militaire massive des Etats Unis au Rwanda, déclarait qu' " il était nécessaire d'établir un régime militaire très puissant dans la région des Grands Lacs pour imposer des solutions militaires aux conflits ". Cette assistance militaire à ces deux régimes (qui ne sont pas démocratiques) provient essentiellement du budget spécial du Pentagone. Cette allocation échappe au contrôle du Congrès et du public américain suite à une loi votée en 1981 qui accorde au Pentagone des millions de dollars chaque année pour financer les opérations des Forces Spéciales à l'extérieur des Etats Unis.

" ... dans la région des Grands Lacs, bon nombre de pays, à commencer par le Rwanda... ont privilégié, et privilégient toujours, une stratégie militaire dont nous les Européens, ne sommes pas preneurs. Qui leur fournit des armes, du matériel militaire, est malheureusement, aujourd'hui, le partenaire plus intéressant. Et ce sont les U.S.A. notamment qui les aident sur ce point ". Julia Ficatier, *Interview à Aldo Ajello, Commissaire Européen pour l'Afrique des Grands Lacs, La Croix, France, 8 mai 1998*.

Les conséquences de la guerre commencent à se faire sentir aussi en Ouganda: les écoles et hôpitaux ne reçoivent plus qu'une part limitée de leur subsides mensuels. Des ministres déclarent que le reste va à la guerre. Au sein de la population. Il n'y a pas de soutien pour cette action (*Réseau Européen Congo, 4/12/1998, No. 11*).

Le doyen de la Faculté des Sciences Politiques de l'Université de Kampala, le prof. Akiki Mudjandju, a dénoncé le 12/11/1998, l'intervention

militaire de son pays en RCD, caractérisée notamment par la nomination du chef d'état-major général de l'armée ougandaise, le général James Kasini, à la tête du commandement unique des forces d'agression qui opèrent à côté de la " rébellion congolaise. D'après la BBC, qui annonce la nouvelle, la guerre dans laquelle est impliquée Kampala coûte trop cher à l'économie ougandaise, estimant que la moitié du budget de l'état est consacrée à des fins militaires au lieu de servir réellement au développement socio-économique du pays. Le Prof. Akiki a enjoint le président Museveni de revoir son analyse du problème de sécurité en Ouganda, soulignant que la solution à ce problème se trouve à l'intérieur de l'Ouganda même et non en RD du Congo (ACP, 14/11/1998). " The World Bank is saying the Ugandan economy is doing very well, but Uganda is third from the bottom from the ranking of the least-developed. It is descending. Life expectancy is continuing to drop. The word is that people are dying because of neglect " (...) " There are some American businessmen who have key interests in dealing with Museveni. They see Museveni as the new broom that can be used to sweep across Africa " *Executive Intelligence Review, USA, August 8, 1997, vol.24, No.32.*

La mi-décembre on annonce l'octroi de plus de deux milliards de dollars de la part du Club de Paris avec d'autres bailleurs de fonds, à l'Ouganda. Si les proportions des dépenses de l'Etat restent les mêmes, cela signifierait l'engagement de près d'un milliard de dollars dans l'agression contre la R.D. du Congo.

Au Rwanda la situation économique est encore pire où les signes de la famine ont poussé le régime de Kigali à demander une aide alimentaire.

(7) La revue américaine *Executive Intelligence Review* a découvert, et possède des preuves d'un réseau secret de fourniture d'armes et d'appui logistique vers la région des Grands Lacs qui aurait des connexions directes avec le Département d'Etat américain; cette opération ressemble fort bien à celle au sujet de l'Iran et des Contrats d'Amérique centrale dans années '80. Le même réseau de trafiquants illégaux de drogues et d'armes est utilisé pour canaliser des armes et l'aide militaire vers Afrique centrale, cette fois-ci vers les 'rebelles' africains luttant contre les gouvernements du Soudan, de la RDC et de n'importe quelle

autre nation de l'Afrique centrale qui est ciblée par le chef de guerre dominant appuyé par les services secrets britanniques. Les deux principaux acteurs politiques pour cette opération sont le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires africaines, Susan Rice, et son conseiller le plus proche, Roger Winter, le directeur exécutif de US Committee on Refugees, une coupole d'organisations humanitaires mais qui n'aide pas directement les réfugiés.

(L'*International Rescue Committee*, IRC, qui a toujours travaillé d'une façon très concertée avec l'USCR, est la seule organisation qui est restée sur place pendant le déroulement de la première guerre ainsi que de la deuxième et des témoins bien informés ont vu la présence de militaires des U.S.A. même blancs ! *Source locale*).

Ces responsables de la politique américaine sont impliqués dans deux opérations interconnectées et qui se chevauchent: la fourniture secrète d'armes au SPLA soudanais de John Garang et l'aide militaire logistique aux 'rebelles' congolais. Ceux qui exécutent la sale besogne sont Israéliens, Américains, Européens et Ougandais. L'un d'eux est Michel Harari, pendant longtemps un agent-clé des services secrets israéliens (il a été un conseiller de sécurité du général panaméen Noriega). Il est l'arrangeur idéal avec ses connections dans la mafia du commerce illégal en diamants, drogues et marchandises. Il y a aussi Alberto Prado Herreros, un trafiquant de drogues présumé et directeur d'une entreprise d'armes à Miami, Lomax International, qui était le contractant principal pour l'opération Contra Bush-North. Une autre figure est Daniel Eiffe, le coordinateur pour l'Afrique centrale de Norwegian People's Aid (le gouvernement norvégien coupait l'aide en mai 98 à cause de son appui militaire et logistique ouvert au SPLA). Le neveu de Museveni, le général James Kasinzi et chef d'état major de l'armée ougandaise, a commandé les opérations ougandaises contre le Soudan, tout comme celles en RDC maintenant. (...) Les architectes de cette politique résident à Londres et dans les compagnies minières du Commonwealth et des E.U., institutions financières et des firmes de sécurité paramilitaire privées. (...)

Ainsi, pendant la tournée récente de Rice en Afrique, ses aides - dont Ricardo Zuniga, le responsable pour les opérations du Département d'Etat en Afrique de l'Est - tentaient d'obtenir de contractants privés qu'ils donnent du support

logistique et aérien aux rebelles congolais à travers le Rwanda et l'Ouganda. (REC, traduction propre. Copyright 1998 Great-Lakes-Press. John Covici. 21/11/98).

(8) *cfr. ALERTE, No.6/1998.*

(9) *cfr. Justice économique pour tous (JEPT). Lettre pastorale des Evêques des U.S.A., No. 264.*

(10) *cfr. No 265.*

(11) *cfr. Adresse du Président Américain à Accra le 23/3/1998.*

(12) *cfr. JEPT, No. 289.*

(13) *JEPT, No. 263.*

09

CONTEXTE

Ce texte est une suite logique du précédent adressé aux Evêques des U .S .A . Ce message a été rédigé le 21 juin 1999 à l'intention de Mme Albright, Secrétaire d'Etat des U.S.A., en tournée dans la Région. Il est essentiellement fait de propositions concrètes en vue d'une tentative de sortie de la crise.

CONTRIBUTION DE L'EGLISE CATHOLIQUE DE BUKAVU A LA RESOLUTION DES CONFLITS DANS LA REGION.

(Notre adresse au gouvernement américain)

1. DE LA RESOLUTION 1234 DU CONSEIL DE SECURITE DU 9 avril 1999.

Nous sommes reconnaissants à l'égard du Conseil de sécurité de l'O.N.U. en général et en particulier à l'égard des Etats Unis pour l'adoption à l'unanimité de la résolution 1234. Nous restons en revanche perplexes devant le manque d'empressement dans la prise de mesures concrètes de son application.

Nous proposons que les U.S.A. usent de tout leur poids pour la mise en application rapide de cette résolution. S'ils s'impliquent ainsi, ils nous éviteront la paupérisation progressive de nos populations, la poursuite de graves violations des droits de l'homme par les deux belligérants, l'installation de l'anarchie politique dans toute la sous région, la balkanisation de notre pays et sa somalisation par des bandes armées, ainsi que la pratique antidémocratique de conquête du pouvoir et des terres par les armes sans compter l'enracinement de la haine ethnique qui a déjà provoqué deux génocides aux rwandais et beaucoup de massacres au Congo (cfr. Osservatore Romano n. 21 du 25 mai 1999 "*Génocide rwandais: dernière acte*").

2. DES PREOCCUPATIONS AMERICAINES DANS LA REGION.

Depuis quelque temps le gouvernement étasunien a affiché sa volonté de s'intéresser à l'Afrique. Il a certainement plusieurs objectifs dont deux attirent notre attention pour la Région des Grands Lacs.

2. 1. L'idée de la renaissance économique africaine.

On s'attendait à un investissement significatif des Etasuniens en Afrique de même que la promotion d'une politique de paix et d'élargissement d'espace économique. Mais, depuis la visite du Président Clinton, on a assisté à une recrudescence de guerres civiles et de guerre de conquête dans toute la sous région avec toutes les nuisances, souffrances et destructions pour les populations civiles qui subissent ces violences.

2.2. La prévention d'un nouveau génocide.

Nous nous félicitons de cette préoccupation qui doit être de tout homme dans la mesure où elle est considérée objectivement. Mais une fois de plus au niveau des moyens préconisés par les Etats Unis nous restons perplexes.

- Il n'y a que le génocide des Tutsi qui est pris en considération alors qu'il y en a eu deux.
- Cette préoccupation est devenue une idéologie qui donne carte blanche au régime de Kigali de sévir impunément n'importe où et n'importe comment sous prétexte de prévenir le génocide. Cette licence va jusqu'à la falsification de l'histoire dans le but de réclamer la révision des frontières et justifier l'injustifiable (cfr. Le Berlin II du Président Rwandais).
- Cette fameuse prévention du génocide compromet gravement la souveraineté nationale, en appelant au principe du droit de poursuite et l'intégrité territoriale, en conquérant de nouvelles terres pour créer un espace vital à une seule ethnie réputée minoritaire. Tout cela met en péril les droits fondamentaux de toutes les autres populations environnantes et la stabilité du continent.
- Cette culture de l'impunité est préjudiciable à toute démarche de réconciliation nationale ou de politique de cohabitation pacifique dans la région. Par ailleurs si le pouvoir actuellement en place à Kigali parvenait à devenir le maître absolu de l'Est du Congo, toute enquête sur les massacres des Hutu et des Congolais au Congo s'en trouverait obstruée et l'impunité s'en trouverait renforcée.
- Cet entretien de violence centré sur une ethnie risque de la marginaliser par rapport aux autres ethnies et approfondir la haine ethnique qui pourrait devenir plus tard un prélude à un autre génocide dans un sens ou dans un autre.

3. ATTITUDES DU PEUPLE CONGOLAIS.

Le peuple congolais qui est ordinairement pacifique, hospitalier, et recours volontiers à la palabre et à la conciliation plutôt qu'à la gâchette et à la vengeance pour la résolution des conflits, s'étonne fort de la violence et du réflexe d'extermination du peuple rwandais. Nous avons été choqués par les tueries de

1994 au Rwanda et par la poursuite et l'extermination en 1996 des réfugiés hutu jusqu'au Bas-Congo à 2000 Km du Rwanda. Nous nous étonnons que le gouvernement américain appuie si résolument le pouvoir en place fortement porté à la violence.

Il semble que les Etats Unis soient choqués à leur tour de l'attachement du peuple congolais au président Kabila, mal aimé par eux. Il nous faut rappeler d'abord que ce président n'a pas été élu par le peuple congolais mais imposé par une guerre dont les Etats Unis même savent quelque chose. Au Congo nous nous attachons à l'unité, à la souveraineté nationale, à l'intégrité territoriale, ces valeurs républicaines que le Président incarne comme fonction et non comme personne. Peut-on reprocher cela à un peuple, surtout en temps de crise ?

Il semble que le problème des Banyamulenge comme minorité ethnique soit une autre raison pour imposer cette guerre au Congo. En fait, le Congo compte quelque 400 tribus qui sont toutes minoritaires chacune par rapport à l'ensemble. A ce titre l'ethnie Banyamulenge était intégrée comme toutes les autres dans la nation sans difficulté particulière au point d'occuper des charges ecclésiastiques et des postes politiques parmi les plus élevés du pays. Mais ce qui est venu compliquer les choses, c'est d'abord leur engagement à côté du F.P.R. et ensuite l'importation des problèmes rwandais au Congo depuis la guerre de 1990. La solution à ce problème d'intégration dépendra de leur prise de conscience du fait qu'ils sont manipulés par des intérêts qui sont étrangers à notre pays.

Au moment où les étasuniens parlent de renaissance africaine, le peuple congolais s'attend à ce que le peuple américain l'aide à promouvoir la dignité humaine, la liberté et l'esprit d'initiative qu'incarne la grande démocratie américaine. Malheureusement nous nous rendons compte d'être victimes d'un plan obscur, visant à mettre notre pays dans une nouvelle situation coloniale sous l'emprise d'un pouvoir étranger qui accapare à son bénéfice les principaux postes de commandement militaire, politique et de gestion financière. Cette situation coloniale est insupportable pour les Congolais et ils s'y opposeront obstinément et durablement. Si le but de ces guerres est le pillage de la région, alors il n'y aurait plus de questions à poser, ni des suggestions à faire, car c'est l'application de la loi du plus fort. Mais si l'objectif est d'assurer des conditions d'investissement à long terme, alors nous pensons que les étasuniens ont dû être trompés par des interlocuteurs de notre région des Grands Lacs.

4. SUGGESTIONS POUR LA RESOLUTION DE LA CRISE EN R.D.C.

1. Il est indispensable que les Etats Unis et l'Union Européenne usent de leur influence énorme pour l'application rapide de la résolution 1234. Cette application est un préalable à la libéralisation de la vie politique au Congo, car en temps de guerre, on ne voit pas comment favoriser la participation des forces vives de la nation à travers la société civile, le fonctionnement des partis politiques, la liberté de la presse et d'opinion, la liberté de circulation des personnes et des biens, autant d'éléments d'une vie démocratique.

2. L'assouplissement de l'intransigeance de Kinshasa passe par la sommation et l'exécution du retrait des forces étrangères " non invitées " et puis des autres, ainsi que le désarmement des milices locales. De même que par l'exigence d'un dialogue constructif inter-congolais.

3. Nous proposons que lors des négociations inter-congolaises (entre le pouvoir en place, la société civile, l'opposition congolaise armée et non armée) l'intérêt supérieur de la nation congolaise soit placé au premier plan en n'acceptant rien qui remette en cause la souveraineté nationale et le droit de tout homme à une nationalité. Dans le cas spécifique des Banyamulenge, que leur statut soit étudié sereinement, en conformité avec les lois du Pays qui, jusqu'ici, ne permettent pas la double nationalité.

4. La question de l'autonomie des provinces dans le sens du fédéralisme est une bonne chose qui ne doit pas être tranchée par les armes, mais plutôt sanctionnée par une loi du parlement national.

5. Bref, au lieu de soutenir des guerres pour renverser des régimes en place et les remplacer par d'autres dictatures, la communauté internationale nous aiderait mieux en soutenant un processus de démocratisation qui libérerait la participation pacifique du peuple à la gestion de la chose publique.

5. SUGGESTIONS POUR LA PAIX DANS LA REGION.

1. Une plus grande démocratisation des pays voisins. Il s'agit de sécuriser tout le monde en particulier au Rwanda et au Burundi, où une bonne partie de la population est constamment traquée.

2. Le Rwanda et le Burundi ont provoqué un phénomène énorme des réfugiés qui les met en insécurité ainsi que nous mêmes. Je ne sais si les régimes de Kigali et de Bujumbura sont les seuls possibles dans ces pays. Mais si la communauté internationale estime que les deux régimes en place sont l'idéal qu'il faut maintenir à tout prix, qu'elle s'emploie alors à trouver une solution pour des milliers de Hutu insécurisés et apatrides. En clair, il s'agit de ceci :

- travailler au désarmement des milices hutu ;
- établir une liste claire des responsables du génocide passibles de jugement afin que le reste du peuple hutu dans son ensemble soit présumé innocent ;
- que ceux qui sont présumés innocents puissent vivre tranquillement chez eux au Rwanda et au Burundi afin que ces deux pays cessent d'être des pays de terreur ;
- que ceux des Hutu qui se sentent traqués, sans être responsables du génocide, aient la possibilité de vivre normalement ailleurs jouissant du droit d'asile au lieu de mener une vie sauvage dans la forêt équatoriale. Leur mode de vie actuel constitue une source d'insécurité non seulement pour leurs pays d'origine mais aussi pour les pays d'accueil.

3. L'accueil des Hutus dans des pays étrangers devrait tenir compte de trois facteurs :

- un nombre suffisant par implantation pour que la communauté soit viable mais pas assez grand pour qu'elle soit dangereuse politiquement ;
- les pays d'accueil doivent être différenciés pour que le poids de cette prise en charge ne pèsent pas seulement sur le Congo ;
- au nom du principe du droit de chacun à une patrie, que le dialogue reste noué avec leur pays d'origine, sous l'égide de l'O.N.U., en vue d'un futur retour pacifique chez eux, car la terre des ancêtres est sacrée pour tous, Tutsi et Hutu compris.

4. Nous souhaitons vivement que les questions politiques de la région soient traitées avec humanité, lucidité et sans passion. Que cesse l'aveuglement de l'opinion mondiale par une propagande idéologique unilatérale qui simplifie à outrance le problème du génocide rwandais. La culpabilité d'omission de la communauté internationale sur les crimes d'hier ne diminue pas sa responsabilité sur les crimes d'aujourd'hui.

5. Enfin nous souhaitons que les Etats Unis et l'Union Européenne, aident les pays de la sous-région à construire une paix favorable à l'intégration économique dans un cadre comme celui de la COMESA, à l'ère de la mondialisation.

Telle est notre contribution à la recherche de la paix dans notre pays et à la recherche de l'amélioration des conditions de vie dans la région de Grands Lacs. Nous pensons et espérons que le grand objectif de la renaissance africaine visée par les Etats Unis va dans ce sens.

Fait à Bukavu le 21 juin 1999.

+ KATALIKO Emmanuel
Archevêque de Bukavu

***La culpabilité d'omission de la communauté internationale
sur les crimes d'hier ne diminue pas sa responsabilité
sur les crimes d'aujourd'hui.***

10

CONTEXTE

Malgré le sentiment d'impopularité qui persiste à l'égard du RCD, les autorités consolident leur pouvoir et établissent des structures de gouvernement dans les territoires conquis. Les nouveaux gouverneurs prêtent serment le 26 décembre 1998.

Dans la nuit du 31 décembre 1998 et le 1^{er} janvier 1999 des hommes de troupe commettent un autre grand massacre à Makobola, à 18 Km au sud de la ville d'Uvira. Des survivants témoignent qu'ils s'agit bien de soldats du RCD. Mais les dirigeants du RCD démentent et s'engagent à ouvrir une enquête. Les nombreux massacres exé-

cutés jusqu'ici ne font pas encore bouger la communauté internationale et la population congolaise constate, avec amertume, qu'elle est abandonnée à son triste sort. Les déclarations officielles du RCD sont reçues par la population locale comme des insultes à la vérité et une injure au peuple congolais.

Entre-temps Mr. Z'Ahidi Ngoma, qui avait été substitué à Wamba Dia Wamba à la tête du RCD, quitte le mouvement et le définit comme *“ un groupe fermé et corrompu à la solde des puissances étrangères ”*.

Dans cette lettre Mgr. KATALIKO relit les souffrances du peuple à la lumière du Serviteur souffrant d'Isaïe et continue à l'inviter au courage.

« Courage, j'ai vaincu le monde » (Jn 16, 33).

Lettre pastorale de Carême 1999.

Chers frères et sœurs,

Ce temps de Carême, à la veille de l'an 2000, ne peut nous laisser indifférents devant les événements qui se passent dans notre Région des Grand Lacs qui semblent contredire le plan de Dieu.

1. « La vie éternelle c'est qu'ils te connaissent, toi le seul vrai Dieu et celui que tu as envoyé, Jésus Christ » (Jn 17, 3)

Dieu qui est amour veut que tous les hommes le reconnaissent et l'aiment comme leur Père, et qu'ils s'aiment entre eux comme frères et sœurs, pour une vie en plénitude. Ce qui veut dire ici sur terre une vie personnelle épanouie avec la possibilité de se soigner, de pouvoir manger à sa faim, de bien s'habiller, d'habiter un endroit salubre de développer l'esprit par la scolarisation, la culture et l'art. Une vie personnelle épanouie se développe dans une vie sociale harmonieuse où les gens se respectent mutuellement s'entraident et collaborent tous à son avènement. Chaque famille, cellule vivante de la société, est un reflet de la vie divine où les uns et les autres doivent s'épanouir par l'affection qui les unit. Ainsi justice sera faite et la paix s'étendra.

Quant à la vie institutionnelle, son rôle est de rassurer la population en prenant en compte les droits et les devoirs de chaque citoyen. Elle doit sauvegarder la concorde, favoriser le consensus, promouvoir la participation qui permettent à chacun de s'exprimer et d'agir librement pour le bien commun. Il lui revient aussi de travailler pour que le peuple choisisse les autorités qui s'engageront à servir le développement intégral de la société. Ce sont là des conditions qui permettent aux hommes d'entrer progressivement dans la plénitude de vie et de répondre à la vocation que Dieu le Père a donnée à chacun de nous.

2. « Retire-toi Satan » (Mt. 4, 10).

Or, les événements que nous vivons sont pétris par l'esprit du mal. Celui-ci engendre, la souffrance et piétine notre dignité d'enfants de Dieu. Jésus, qui est venu nous faire connaître l'amour de Dieu son Père, a dû affronter le malin. Jésus lui-même, tout en étant Dieu, a beaucoup souffert à cause de cet esprit. Il

venait partager avec nous la vie même de Dieu et a été tenté par le malin de penser seulement à soi-même. C'est la tentation d'égoïsme. Lui, qui venait révéler à chaque homme qu'il est tout à l'image de Dieu a été tenté de se considérer plus grand que les autres. C'est la tentation de l'orgueil. Lui qui venait pour servir a été tenté de dominer les hommes en leur imposant sa volonté. C'est la tentation du pouvoir (cfr. Mt. 4,1-11).

Jésus a résisté à la force du mal pendant toute sa vie, et sa fidélité au Père qui est amour, respect et partage l'a conduit jusqu'à la mort en croix. Mais lui ne s'est pas laissé contaminer par l'esprit du malin pour fuir la souffrance; il ne s'y est pas résigné non plus; encore moins l'a-t-il prêchée. La souffrance que Jésus a subie lui vient du fait qu'il a toujours voulu être fidèle à l'amour dans le respect et le partage. Il a ainsi réalisé la prophétie annoncée par Isaïe qui parlait du Serviteur souffrant comme du Messie qui viendra libérer son peuple.

3. « Il s'est dépouillé lui-même prenant la condition du serviteur, devenant semblable aux hommes » (Phil 2, 7).

Isaïe le décrit en ces termes : il a livré son dos à ceux qui le frappaient, ses joues à ceux qui lui arrachaient la barbe ; il n'a pas caché son visage face aux outrages et aux crachats. Mais il a rendu son visage dur comme la pierre, il n'a pas fui et n'éprouvait pas de honte (cfr. Is 50, 6-7). Bien que meurtri, il ne meurtrissait pas. Bien que subissant l'injustice, il ne répondait pas par l'injustice. Bien qu'humilié, il n'humiliait pas les plus faibles que lui. Bien que souffrant, il résistait, gardant dans son cœur l'idéal d'une société fondée sur la justice, sans oppresseurs ni opprimés (cfr. Is 42, 2-4).

Dans ce combat de toute sa vie, il sait que dans ce monde la justice et l'amour ne peuvent exister que crucifiés. Il accepte alors de prendre sur lui la croix, cet instrument de supplice réservé aux esclaves mais que le Fils de Dieu transforme en chemin de Libération et de Rédemption. Son courage lui vient de la certitude que vivre dans l'amour, pratiquer la justice et dire la vérité est la seule façon d'avoir Dieu de son côté.

4. « Prends ta part de souffrances pour l'annonce de l'Évangile » (2 Tim. 1, 8).

L'Église, Peuple de Dieu, née du côté ouvert du Christ en croix (cfr. Jn. 7, 38-39 ; 19, 34) médite et vit chaque année le mystère de Pâques, durant le temps

privilegié du Carême. C'est dans la souffrance que nous avons commencé le Carême de cette année. Comme Jésus nous sommes devenus captifs de la souffrance. En silence, nous résistons les dents serrées et nous nous demandons : « Est-ce que cela a un sens ? » Le découragement nous menace. Le désespoir peut nous abrutir et la violence nous déshumaniser.

Courage, mes frères et sœurs ! La souffrance nous accable, mais nous suivons le Christ qui a vaincu le monde (Jn 16, 33). Nous sommes appelés à passer à travers notre souffrance et dans ce passage de la mort à la vie, Dieu nous confie une mission, celle de Jésus lui-même le Serviteur souffrant. Bien qu'opprimés et humiliés aujourd'hui, nous sommes appelés à rester fidèles au plan de Dieu qui est amour, dans le respect et le partage, dans la justice et la vérité, sans nous laisser contaminer par la mentalité de l'opresseur qui est celle de penser à soi-même, de mépriser les autres et de les dominer. Le peuple qui vit ainsi devient le Serviteur de Dieu.

5. «J'ai peur que vos pensées ne se corrompent loin de la simplicité due au Christ (2 Cor 11, 3).

Nous qui souffrons, nous avons de la peine à croire à la mission que Dieu nous a confiée. Nous hésitons parfois entre Dieu qui nous appelle et la réalité qui nous écrase. Dieu nous dit des choses que la réalité semble contredire. Le Père nous invite à chanter la joie (cfr. Is. 54.1) mais nous ne voyons que la tristesse (cfr. Lm. 3.17). Le Père nous dit : «Ne crains pas mon peuple. je suis avec toi (Is -1 1,10) mais nous crions vers lui « Mon Dieu. mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ? » (Ps 22.1). Dieu nous demande de lire les événements pour y découvrir les signes de sa présence (cfr. Is 41,1-5) mais nous les déchiffrons difficilement et nous subissons les moqueries des autres qui nous disent « Où donc est votre Dieu? » (Ps 42,11).

Quel appel étrange Dieu nous fait-il : écrasés par la douleur nous sommes appelés à annoncer la fin de la souffrance : prisonniers, nous devons libérer ; plongés dans les ténèbres, nous devons éclairer ; tristes, nous devons procurer la joie ; meurtris, nous devons annoncer la vie.

6. « Résistez au diable, fermes dans la foi '' (1 P 5, 9).

Ne perdons pas cœur. Ne nous laissons pas entraîner par l'Esprit du mal. Devant le risque de naufrage, le plus grand péril serait que chacun n'essaie de s'en tirer seul, en succombant à la tentation de l'égoïsme, de l'orgueil et du pouvoir.

Pour lutter contre les embûches du malin le Christ nous entraîne sur le chemin du renoncement, de la prière et du partage. Prions donc le Seigneur et demandons-lui que toutes les communautés en conflit dans notre Région des Grands Lacs, trouvent un chemin d'entente pour vivre dans la paix, sans distinction de tribus, d'ethnies et de races et respectent le lieu de vie de chacune des communautés. Cela éviterait à certains d'errer sans issue ou d'être contraints de vivre lamentablement en bandes armées de pillards et d'assassins. Notre renoncement et notre partage consisteront à nous faire proche de ceux qui souffrent : les déplacés de guerre, les réfugiés, les sans logis, les malades et tous les exclus ; à secourir tous ceux qui sont dans le besoin ; à soutenir la foi et l'espérance de tous.

C'est le moment de méditer à nouveau l'exhortation du Saint Père à l'occasion de la Journée Mondiale de la Paix pour l'année 1997 «Offre le pardon, reçois la paix».

7. « Si Dieu est pour nous qui sera contre nous ? » (Rm. 8,31).

Pour réaliser cette mission nous n'avons ni richesses, ni moyens, ni pouvoir mais nous avons l'Esprit de Dieu en nous, promis et donné par Jésus. L'amour pour Dieu et pour tout être humain donne un sens à notre souffrance, à notre lutte, à notre vie. Et la gloire du Père, c'est que ses enfants soient libres, fraternels et heureux.

Il nous appelle aujourd'hui à redécouvrir sa présence agissante dans nos vies. Et son Esprit nous donne la conscience que la mission qu'il nous confie, si douloureuse soit-elle, est le début d'un avenir meilleur que Dieu destine à tous.

Que notre Dame de la Paix intercède pour nous.

Fait à Bukavu, le mardi 2 mars 1999.

+ Emmanuel KATALIKO
Archevêque de Bukavu.

***Prisonniers, nous devons libérer ;
plongés dans les ténèbres, nous devons éclairer ;
tristes, nous devons procurer la joie ;
meurtris, nous devons annoncer la vie.***

11**CONTEXTE**

L'Eglise Catholique est de plus en plus prise à partie dans la Région. Le 7 avril 1999 à Kibeho (Rwanda) en pleine assemblée pendant la commémoration du 5^{ème} anniversaire du génocide dans la préfecture de Gikongoro, trois rescapés " témoignent " contre Mgr. Misago Augustin. Ce fait se passe en présence du Chef de l'état, en présence du Gouvernement et des corps constitués.

Le Chef de l'état à son tour lui reproche son silence face aux accusations dont il est l'objet et il l'accuse de génocide à son tour. L'Eglise catholique, quant à elle, est accusée de complaisance coupable vis à vis du prélat publiquement dénoncé. Il s'en est suivi une semaine de campagne de dénigrement tendant à salir l'Evêque et à préparer son arrestation. Elle a lieu effectivement le 14 avril 1999. Le parquet de Kigali s'est auto-saisi de la question. Pourtant elle semblait relever de la juridiction de Gikongoro où réside l'Evêque.

→ Mgr. KATALIKO est le seul Evêque au Congo à avoir montré officiellement sa solidarité car il sent combien l'Eglise catholique est attaquée là-bas comme ici.

***SOLIDARITE DE L'EGLISE DE BUKAVU AVEC
CELLE DU RWANDA
A L'OCCASION DE L'ARRESTATION DE Mgr
MISAGO AUGUSTIN.***

Déclaration de Mgr l'Archevêque de Bukavu.

Le peuple de Dieu qui est à Bukavu a appris avec consternation l'arrestation de Mgr MISAGO Augustin, Evêque de GIKONGORO. Cette consternation tient à ce que cette manière de traiter l'Eglise constitue une nouvelle culture qui est en train de naître et se répandre dans notre région.

→ Car quatre Evêques rwandais et un burundais, ainsi que de nombreux ecclésiastiques ont été assassinés. Mon prédécesseur, l'Archevêque Mgr Munzihirwa Christophe, plusieurs prêtres, religieux et religieuses de Bukavu, d'Uvira et de Goma ont été froidement assassinés. Le dernier en date c'est l'Abbé Juakali Paul, tiré d'un groupe de cinq personnes et exécuté à l'écart. C'était dans le Diocèse de Goma.

→ Nous avons le sentiment que par delà des faits isolés reprochés à l'un ou l'autre, à raison ou à tort, il y a une stratégie qui vise à détruire tout ce qui est considéré par le peuple comme sacré. Une fois détruit le noyau autour duquel se construisent la cohésion et l'identité communautaire des peuples, il serait plus facile de soumettre les populations désormais sans défense et sans repères à l'arbitraire d'une idéologie et d'un système totalitaire qui veulent s'imposer à tout prix.

Dans ce cadre, l'Eglise Catholique, comme le pouvoir coutumier, deviennent la cible privilégiée d'un pouvoir qui voudrait faire table rase des valeurs chrétiennes et traditionnelles. Son mécanisme consiste à déstructurer un peuple en s'attaquant jusqu'à la racine de son identité pour mieux le soumettre.

“ Lorsque la case du voisin brûle, il faut s'empresse à éteindre l'incendie et bien regarder autour de soi ” dit un proverbe africain. Aujourd'hui c'est l'Eglise Catholique du Rwanda qui est menacée. L'Eglise de Bukavu joint sa voix à celle du Rwanda, du Burundi, du Mozambique, de France et à celle du Saint Siège pour exprimer sa solidarité avec cette Eglise Soeur du Rwanda. Elle invite les autres Eglises sœurs, les Organisations de Défense de droits de l'homme, la Communauté internationale et tous les hommes de bonne volonté, à regarder avec attention ce qui se passe dans la Région des Grands Lacs.

Reine du Ciel intercède pour nous afin que nous ayons la paix dans la vérité.

Fait à Bukavu le 1^{er} mai 1999

Fête de St. Joseph Travailleur

+ KATALIKO Emmanuel

Archevêque de Bukavu

L'Eglise de Bukavu invite la Communauté internationale à regarder avec attention ce qui se passe dans la Région des Grands Lacs.

CONTEXTE

La Journée internationale de l'enfant africain, le 16 juin 1999, est une bonne occasion pour Mgr. KATALIKO de souligner les souffrances et la privation de leurs droits les plus élémentaires des enfants du Congo et particulièrement du Sud-Kivu.

Il énumère les maux dont souffrent ceux-ci en décrivant particulièrement la situation lamentable de l'enseignement dans le pays : des enseignants privés du salaire de l'état ; des financements inexistantes pour les infrastructures et le fonctionnement des écoles; une pénalisation des parents qui doivent payer une " prime ", en place et lieu du salaire, aux éducateurs pour maintenir le système scolaire. Tout ceci entraîne un enseignement aux rabais et la privation du droit à l'éducation pour un grand nombre d'enfants.

Quelques mois plus tard, le 2 janvier 2000, à l'occasion de la célébration de leur Jubilé, des enfants lançaient un message qui faisait écho à celui de leur Pasteur, et disaient entre autre : *" Nous les enfants de Bukavu, nous sommes très contents de fêter ce Jubilé de l'An 2000 (...) Oh ! Si tous les jours étaient comme aujourd'hui ! Nous serions encore plus heureux ! Mais hélas, quand retrouverons-nous notre joie, la joie d'être enfants dans un monde de paix et de justice ? Quel est notre avenir ? (...) La guerre a tué. Elle continue à tuer (...) C'est vous les adultes et les jeunes qui nous faites souffrir. C'est trop. Dieu n'aime pas cela. Cessez votre guerre, commencez la paix. Vous serez encore plus gentils et chaque jour sera un Jubilé. "*

**LES DROITS DE L'ENFANT
DANS LE CONTEXTE DE GUERRE
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.**

**MESSAGE AUX CHRETIENS ET AUX HOMMES
DE BONNE VOLONTE A L'OCCASION
DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE L'ENFANT AFRICAIN
Le 16 Juin 1999.**

INTRODUCTION

La journée du 16 juin est consacrée par l'O.N.U. à l'Enfant Africain depuis le massacre des enfants de Soweto en Afrique du Sud, le 16 juin 1976. Ces enfants participaient directement ou indirectement au combat que menaient les leurs pour la liberté, l'égalité et la dignité humaine dans leur pays. Ils réclamaient pacifiquement, mais leur revendication a été réprimée dans le sang. Leur souvenir est pour nous une occasion de réfléchir avec nos enfants sur leurs droits, leurs devoirs et leurs aspirations et sur notre obligation de les y aider. Cette réflexion est d'autant plus urgente que nous sommes en guerre dans notre pays et particulièrement dans notre région à l'Est du Congo.

1. ETAT DE LA QUESTION

Fuyant la violence de la guerre, une multitude d'enfants errent de village en village ou des villages vers la ville, souvent séparés de leur famille. En ville, la situation n'est guère meilleure. Il suffit de voir le nombre d'enfants de la rue, abandonnés à leur triste sort. Ils y sont poussés soit par l'irresponsabilité de leurs parents, soit par la misère de leurs familles, aggravée par cette guerre à répétition.

Ils sont donc privés de leurs droits fondamentaux, droits à la vie, à la protection, à la santé, à l'alimentation, à l'éducation et à la paix qui est un préalable à tous les autres droits.

La jouissance des enfants de leurs droits à l'éducation suppose que l'Etat de son côté accomplisse convenablement ses devoirs : ceux de l'encadrement pédagogique, de la paie des enseignants, du financement des infrastructures et de fonctionnement, de la garantie du statut et de la qualité de l'enseignement. Or

en tout cela l'Etat semble avoir démissionné. Il a laissé tout le poids financier aux parents. Ceux-ci suppléent au manque de salaires par ce qu'on appelle "une prime". Celle-ci est insignifiante en raison de la précarité économique actuelle.

Dans ces conditions, le risque est grand de voir se dégrader considérablement la qualité de l'enseignement.

Il y a pire. L'administration actuelle à l'Est du Congo a bloqué la correction de l'Examen d'Etat 1997-1998. Par là, elle prend en otage le destin de nos enfants en le mêlant aux conflits armés. Elle a réussi à créer une foule d'élèves appelés aujourd'hui les "sans papiers", mais cette fois sur la terre de leurs ancêtres. Ces mesures du R.C.D. ne sont pas non plus de bonne augure pour le prochain Examen d'Etat 1998 - 1999 qui se prévoit en dehors du cadre juridique national conformément à l'ordonnance-loi n° 88-092 du 7 Juillet 1988.

2. ANALYSE DE LA SITUATION

Cet état des choses est dû à plusieurs facteurs dont la précarité économique des familles et leur fragilité morale, la mauvaise gouvernance et même une part d'irresponsabilité de l'Etat de notre pays, la déstabilisation de la région par des conflits armés. Si nous voulons préparer convenablement l'avenir de nos enfants et de nos institutions, nous devons pouvoir nous arrêter sur la nature et les exigences de l'éducation comme droit fondamental de l'homme.

L'article 26 de la Charte internationale des droits de l'homme indique que "toute personne a droit à l'éducation". Il précise par ailleurs que "l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite".

Or l'éducation revêt plusieurs aspects d'instruction et de formation qu'il faut bien considérer dans leur complémentarité.

L'éducation comprend certes la formation affective qui développe chez l'enfant l'amour de soi et des autres, le sens de la maîtrise de soi, de la discipline et de la serviabilité. Elle comprend également la formation professionnelle qui permet une insertion utile et équilibrée dans la société.

Cette éducation passe par l'acquisition des connaissances rationnelles et méthodiques de la nature pour mieux la dompter au service, de l'homme elle suppose parallèlement la connaissance des hommes qui soit au service de la communion et de la convivialité. Par ailleurs l'éducation doit intégrer la for-

mation civique et patriotique qui développe chez l'enfant le respect de toute personne et l'amour inconditionnel de la patrie. Cet amour se traduit par un sens aigu du devoir et la disponibilité de donner sa vie pour la nation. Enfin, la formation morale, spirituelle et religieuse est aussi constitutive d'une bonne éducation ; elle ouvre l'enfant au goût du beau et du sublime, à l'idéal de vie, d'amour, de justice et de grâce ; elle lui permet de participer à l'Absolu de Dieu.

C'est ainsi que l'éducation permet à l'enfant de passer d'un comportement infantile à une attitude adulte, en assumant ses responsabilités vis-à-vis de soi et des autres.

Tout cela n'est possible que si nous nous engageons tous, à la construction de la paix dans la région et à l'édification d'un Etat de droit dans notre pays. Ce processus passe par la mise en application de la résolution 1234 du 9 avril 1999 prise par le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. qui réaffirme la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de notre pays.

Dès lors toute manœuvre consistant à utiliser les Examens d'Etat ou tout autre matière pour cautionner la balkanisation de notre pays compromet la paix et continue de violer les droits de nos enfants à l'éducation.

Nous profitons de cette occasion pour dénoncer la manipulation de certains tracts qui nous citent parmi les personnes soupçonnées de préparer une sécession du Kivu. Nous dénonçons ces pratiques, fruits probables d'une mauvaise éducation, qui n'ont que pour seul but de semer la confusion dans la population et de la distraire face aux véritables enjeux de sa vie. L'Eglise continue par tradition de prêcher l'unité et non la division.

3. RECOMMANDATIONS ET SOUHAITS

Une telle situation interpelle tout le monde et oblige chacun à son niveau à s'engager sans complaisance pour les exigences de l'éducation des enfants.

Aux chrétiens de notre Eglise

Nous avons le devoir de défendre les droits des enfants, de les leur faire connaître, de les aider à les revendiquer sans violence et d'accepter de se donner corps et âme à la protection de toute personne humaine. Nous taire devant la flagrante violation des droits de nos enfants serait une contradiction, sinon une

complicité. Un chrétien ne peut pas se soustraire à ce devoir parce qu'il a comme mission principale d'être témoin de Jésus Christ qui s'est fait Enfant et qui aime beaucoup les enfants. Ces derniers sont l'avenir du pays et de l'Eglise.

Au parents et aux enseignants

Vos efforts malgré la situation très critique de guerre sont indéniables. Nous vous félicitons pour votre générosité. Nous vous encourageons à persévérer dans l'abnégation et le dévouement à l'égard des enfants. Nous devons participer à l'effort national pour promouvoir la paix dans la région et constituer dans notre pays un Etat de droit. En attendant une solution acceptable et devant l'incertitude des Examens d'Etat, nous vous demandons d'encourager les enfants à ne pas se lasser, mais plutôt à mieux se préparer à leur avenir par une éducation assidue et permanente. Tenez à cœur que celui qui instruit son enfant, rend jaloux son ennemi et se montre joyeux devant ses amis (cf. Ecclésiastique 30,...)

Aux enfants et aux jeunes

Ce que vous êtes dépend non seulement de ce que la société peut faire pour vous, mais surtout de ce que vous faites de vous-mêmes. Travaillez à votre épanouissement intégral en recevant des parents et éducateurs tout ce qui contribue à votre formation affective, professionnelle, intellectuelle morale et spirituelle. N'acceptez jamais la mentalité d'une société qui vous détruit ou qui annihile vos droits. Discernez avec vos éducateurs les valeurs qui construisent votre personnalité, adoptez-les et exigez-les humblement mais fermement. Ne cessez jamais d'apprendre. Etudiez même si pour le moment il y a blocage du processus de correction ou de passation des examens pour certains d'entre vous. Ne cherchez pas de solutions par la violence, en détruisant la vie et les biens, qu'ils soient publics ou privés.

Aux Autorités politiques

L'intérêt de toute la population congolaise et particulièrement celui de la jeunesse dépend de vous en grande partie. Il vous revient donc de respecter et de faire respecter les droits de l'enfant, dont celui à l'éducation. Nous vous exhortons à prendre conscience de votre responsabilité et d'œuvrer positivement pour l'aboutissement du processus de paix. Et quant aux Examens d'Etat, nous attendons votre implication concrète dans la finalisation des corrections

des Examens d'Etat 1997-1998 et dans l'organisation de la Session 1998-1999 dans un esprit qui sauvegarde l'unité nationale dans le chef des récipiendaires et confirme la valeur nationale des diplômes délivrés. C'est à ce prix que vous rassurerez toute la jeunesse et les parents aujourd'hui désemparés.

A la Communauté Internationale (UNESCO et UNICEF)

Votre tâche de la promotion des droits de l'enfant est noble et délicate. Compte tenu de votre mandat dans l'éducation de la jeunesse, la population a confiance en vous. Nous souhaitons donc que vous, l'UNESCO et l'UNICEF comme organes des Nations Unies, puissiez user de votre influence pour que soient respectées les normes générales de l'O.N.U. et sa dernière résolution à l'égard de notre pays. Vous aurez contribué par là à maintenir un cadre de paix propice à l'éducation de nos enfants.

Nous confions la célébration de cette journée à la sollicitude de la Vierge Marie, Mère de tous les enfants.

Fait à Bukavu, le 16 juin 1999

Kataliko Emmanuel
Archevêque de Bukavu.

***Nous taire devant la flagrante violation des droits
de nos enfants serait une contradiction,
sinon une complicité.***

CONTEXTE

La situation de détresse et de misère dans laquelle vit la population congolaise dans les territoires occupés par les troupes rwandaises ne peut laisser personne indifférent. Mais la Communauté internationale continue de se taire et ne se gêne pas des atermoiements des belligérants. Malgré les appels et les témoignages d'une population meurtrie et martyrisée par les troupes étrangères l'information ne filtre pas. C'est comme s'il y avait un écran géant qui empêche de faire passer la vérité des faits qui se passent sur le terrain.

Ainsi l'ASUMA (Association des Supérieurs Majeurs) et l'USUMA (Union des Supérieures Majeures) se décident de mobiliser les religieux et les religieuses du monde entier pour faire entendre la voix du peuple qui souffre.

Dans leur message ils expliquent le mobile de cette guerre qui n'est rien d'autre que la prédation des richesses de la RDC, la tentative de balkanisation du pays pour que les puissances étrangères puissent mieux se servir au " supermarché congolais sans payer à la caisse".

Ils demandent à leur confrères et à leur consœurs dans le monde de faire pression dans la mesure du possible sur les intervenants étrangers qui tirent les ficelles dans l'ombre et sur les lieux où se décident les destinés du monde pour qu'ils regardent avec plus de justice le peuple congolais.

Mgr. KATALIKO adhère à cette initiative et signe ce texte.

***MESSAGE DES RELIGIEUX ET RELIGIEUSES
DU SUD-KIVU AUX CONFRERES ET CONSŒURS
DE L'ÉGLISE***

Nous Prêtres, Religieux, Religieuses engagés au service du Peuple de Dieu du Sud-Kivu, nous nous adressons à nos confrères et nos consœurs de toute l'Église pour mieux faire connaître la situation de notre peuple, pour faire accroître la solidarité avec nous en contribuant à l'effort de la recherche d'une solution juste et durable.

Depuis le 2 août 1998, la population congolaise est victime d'une agression et d'une oppression étrangère bien connue de tous. Malgré la clarté des faits et la dénonciation des crimes de différents ordres, la volonté politique, diplomatique et financière des Institutions Internationales est engourdie par des mobiles difficiles à comprendre.

Nous sollicitons votre intervention auprès des différentes institutions politiques, diplomatiques et financières de vos pays afin qu'elles s'impliquent résolument dans la recherche des solutions à la crise qui opprime les populations du Congo et d'Afrique Centrale notamment l'application sans atermoiement des accords de Lusaka, signés le 10 juillet et le 31 août 1999.

Vivant la misère croissante de notre peuple et frustrés par ce manque de volonté manifeste de trouver des solutions réalistes, nous recourons à vous pour faire pression, dans la mesure de vos possibilités et de vos connaissances auprès des intervenants étrangers qui tirent les ficelles des acteurs des conflits dans la région des Grands Lacs.

I. BREF APERÇU DES FAITS.

Pour mieux comprendre les conflits actuels de l'Afrique des Grands Lacs, il convient d'évoquer au préalable le problème ethnique entre Hutu et Tutsi, en lien avec le partage du pouvoir au Burundi et au Rwanda. Depuis les indépendances, le groupe Tutsi a gardé le pouvoir au Burundi et le groupe Hutu y a accédé au Rwanda.. Dès lors, des souffrances, des exclusions et des marginalisations ont été infligées à l'une et l'autre ethnie par le groupe au pouvoir. Ainsi les pays limitrophes et

surtout le Congo ont servi de déversoir des réfugiés rwandais et burundais exclus de leur patrie.

Contrairement aux autres pays qui ont maîtrisé le dossier des réfugiés, le Congo confronté à une dégradation croissante de l'état jusqu'à sa déliquescence, a été débordé par ce problème.

Dans l'entre temps en Ouganda, les Tutsi réfugiés ayant soutenu Museveni pour sa prise du pouvoir par les armes, ont bénéficié de son soutien pour déclencher la guerre en 1990 afin de reprendre le pouvoir au Rwanda. La conjoncture du moment a été exploitée avec astuce. Le vent démocratique de l'Est européen commençait à souffler aussi sur l'Afrique : la rencontre de la Baule, les Conférences Nationales, la lutte contre la dictature. Ainsi la guerre contre le régime de Habyarimana a été présentée à l'opinion publique comme une lutte contre la dictature, la corruption et l'exclusion. Elle est perçue comme une guerre juste et une guerre de libération malgré les accords d'Arusha où tous les rwandais avaient signé l'arrêt des hostilités et le partage équitable du pouvoir.

La guerre a donc continué. L'exaspération du conflit et le manque d'entente ont déclenché l'horrible génocide commencé le jour de l'assassinat du président Habyarimana le 6 avril 1994, assassinat dont les responsabilités n'ont pas encore été établies. Au terme le FPR gagne la guerre. Les nouveaux maîtres de Kigali exploitent à nouveau avec habileté la situation. Devant le génocide les Tutsi se présentent globalement comme les victimes et les Hutus sont présentés indistinctement comme les génocidaires. Le Congo, qui a été obligé de recevoir les réfugiés Hutus à la faveur de la "Turquoise", est vu comme le protecteur des génocidaires. On peut déjà percevoir ici la justification idéologique de l'agression du Congo par le Rwanda depuis 1996 : la prévention d'un nouveau génocide, la sécurité interne du Rwanda par la protection des frontières.

Une idéologie en cache une autre ! Derrière cette série de prétextes, le régime de Kigali nourrissait l'idée d'élargir son territoire et d'étendre son pouvoir sur le Congo. Le président rwandais, Pasteur Bizimungu, préparait l'opinion en proposant un "Berlin II".

Ne pouvant pas justifier une agression devant l'opinion publique, le régime de Kigali a mené la guerre au Congo en utilisant les Banyamulenge, population d'origine rwandaise dont le problème de la nationalité n'a jamais été bien réglé. De là le nom de " Rébellion des Banyamulenge " donné à la guerre de 1996. Ce fut le moment favorable pour démanteler les camps des réfugiés hutus rwandais et burundais installés au Congo et placer un pouvoir bien contrôlé par Kigali.

Et pour se légitimer au Congo, les auteurs de la guerre créent le personnage Kabila et son parti l'AFDL. Le 17 mai 1997 Kinshasa tombe et Kabila s'autoproclame président. Si d'un côté la population frontalière du Rwanda et du Burundi s'est montrée plutôt réticente à ce nouveau régime, par contre, les populations des autres régions connaissant moins les maîtres de Kigali, ont accueilli favorablement l'avènement de Kabila comme une libération de la dictature de Mobutu.

Guerre de libération ou guerre d'occupation ? Les congolais se sont vite rendus compte que les alliés de Kabila étaient des occupants et qu'il en était l'otage. Sous pression de l'opinion nationale le nouveau président du Congo a dû changer d'attitude et se défaire de ceux qui l'avaient amené au pouvoir. Le 27 juillet 1998, Kabila remercie officiellement ses alliés rwandais et ougandais. La riposte n'a pas tardé. Le 2 août 1998 le cycle recommence : les régimes de Kagame et de Museveni déclenchent une deuxième guerre appelée de nouveau " Rébellion des Banyamulenge ". Elle est déclenchée avec des succès différents, concomitamment presque sur toute l'étendue du pays. Quelques semaines après on assiste à nouveau à la création d'un président, Wamba dia Wamba et de son mouvement le RCD ... ! C'était du déjà vu : une répétition avec radicalisation de la guerre rwandaise au Congo, la destruction des Hutus et la main mise du Rwanda sur le Congo.

II . ENTRE LA POSITION DOMINANTE ET LE REGARD DU PEUPLE OPPRIME :

Quelques éclaircissements sur les véritables enjeux de la guerre.

1. LA REBELLION EN RDC.

Pour le peuple congolais, la rébellion de 1998 n'en est pas une. Elle est une agression menée à partir de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi avec le soutien de certaines puissances extérieures. Les congolais qui la soutiennent ne sont, aux yeux du peuple, que des paravents qui masquent mal cette agression. Le peuple ne s'identifie nullement dans cette guerre injustifiée.

Aucun projet de société venant de la rébellion ne sera assumé par la population s'il n'a pas fait l'objet de la concertation au niveau national.

2. LA QUESTION DES BANYAMULENGE.

Dans ce contexte, la question de nationalité qui devait se régler par voie de concertation entre congolais, ne devrait pas justifier une guerre menée contre sa propre " patrie ". Les Banyamulenge ont été ainsi l'objet de manipulations de la part des rwandais pour déclencher la guerre de 1996 qui ne visait pas leurs propres intérêts en ce qui concerne leur nationalité. Ils ne sont pas encore sortis du schéma de la guerre. Par conséquent, se trouvant marginalisés à cause de la guerre qu'ils mènent, ils posent le problème de la cohabitation pacifique. Ils jouent ainsi la carte importée du Rwanda : celle de la minorité persécutée face aux 400 tribus du pays où ils n'arrivent pas à s'intégrer. Cette mentalité de la majorité contre la minorité n'avait pas existé au Congo comme comportement social significatif.

3. LA PROTECTION UNILATERALE DES FRONTIERES.

Loin de mener une guerre frontalière contre la RDC, les agresseurs invoquent le " droit de poursuite " pour mener une véritable guerre de conquête en allant jusqu'à 2000 kilomètres, aux extrémités du pays. On sait pourtant que la législation internationale de l'ONU et de l'OUA limite ce droit de poursuite à une opération éclair, d'un aller-retour, n'allant pas au delà de 150 kilomètres, sans s'établir dans ce pays et sans que l'opération ne dégénère en guerre. Entre temps, à quelques kilomètres de leurs frontières officielles, ils laissent de côté des poches de résistances qui sèment l'insécurité au sein de la population congolaise. Cela leur donne le prétexte de continuer l'occupation. Par ailleurs

on reconnaît au Rwanda et à l'Ouganda le droit de protéger leurs frontières mais pas le même droit au Congo.

4. L'IDEOLOGIE DE LA PREVENTION D'UN AUTRE GENOCIDE.

Ceux qui ont gagné la guerre du Rwanda se sont approprié le droit d'user de la reconnaissance juridique du génocide et s'en sont servi pour justifier toutes leurs actions actuelles, même la guerre qu'ils mènent en RDC. Par conséquent tous ceux qui ne pensent pas comme eux sont assimilés aux "génocidaires".

Actuellement le peuple congolais, à cause de son hospitalité envers toutes les parties rwandaises, paie les frais de cette idéologie.

5. LE DOUBLE GENOCIDE.

Personne ne peut justifier le génocide qui a eu lieu au Rwanda en 1994. Encore que les véritables responsabilités n'en soient pas établies jusqu'ici. Nul ne veut dire qui a appuyé sur le détonateur : qui a tué Habyarimana. Aussi le génocide de 1994 ne doit pas faire oublier le génocide des réfugiés rwandais sur le territoire congolais commencé depuis la guerre de 1996 (Cfr. L'Osservatore Romano, N. 21 du 25 mai 1999 : "*Génocide rwandais : dernier acte*"). Malgré toute la documentation disponible à ce sujet, l'opinion publique ne retient qu'un seul génocide : celui de 1994. Le mot "génocide" ne peut-il être utilisé que par ceux qui ont gagné la guerre?

6. KABILA PRESIDENT DE LA RDC.

L'actuel président de la RDC, M. Laurent Désiré KABILA, n'est pas le fruit de la volonté du peuple mais a été imposé par la guerre que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ont menée au Congo. Quand il a voulu prendre ses distances vis-à-vis de ses maîtres, en manifestant un certain nationalisme, il a été traité de dictateur et de génocidaire. Il a été par conséquent combattu par la "rébellion" de 1998. Si aujourd'hui le peuple lui manifeste une certaine sympathie ce n'est pas pour sa personne mais pour la fonction qu'il incarne en situation d'invasion.

7. LE JEU DU BURUNDI.

Le Burundi n'est pas signataire des accords de Lusaka sur l'arrêt des hostilités en RDC. Ce fait lui donne la liberté d'agir au Congo sans violer le cessez-le-feu. Il est de ce fait très actif et impliqué sur terrain en armes et en troupes, dans la guerre en RDC. Mais ses dirigeants continuent à nier toute présence au Congo et la Communauté Internationale accepte étrangement ce mensonge. Pourquoi cette hypocrisie ? Suite à ce comportement de la Communauté internationale, le Rwanda et l'Ouganda continuent à utiliser le Burundi pour renforcer leurs positions en armes et en troupes dans le sud-est du Congo, contrairement aux accords de Lusaka.

8. L'INTEGRITE TERRITORIALE EN RDC.

Le peuple congolais a montré un profond attachement à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la RDC. La guerre n'a fait que renforcer ce sentiment légitime. Il est très hostile à tout projet de morcellement et de balkanisation du pays comme tentent de faire actuellement les agresseurs et leurs maîtres sous prétexte de le rendre facilement gouvernable. C'est ainsi que le peuple congolais découvre dans le projet de jumelage de la province du Sud-Kivu avec Kigali, la capitale du Rwanda, un premier pas vers l'annexion pure et simple de la province congolaise. Et à ce titre le peuple s'y oppose absolument.

9. LE PILLAGE DE LA RDC.

Au début de la guerre la motivation officielle était celle du renversement de la dictature de Kabila afin de promouvoir la bonne gouvernance, la démocratie et la prospérité du peuple. En réalité on assiste à un pillage systématique au bénéfice des pays agresseurs. L'inaction de la Communauté internationale et l'impunité encouragent les pays agresseurs à continuer dans cette direction. Ils administrent les territoires occupés comme de véritables colonies. Ils augmentent des taxes aux producteurs agricoles et aux opérateurs économiques et diminuent les taxes d'entrée de leurs produits en RDC. Ils asphyxient ainsi tous les secteurs de la production locale,

10. LES VIOLATIONS FLAGRANTES DES DROITS DE L'HOMME.

Aucun droit n'est garanti dans les territoires occupés par les pays agresseurs, même pas le droit à la vie. Ne subissant aucune pression de la part de la Communauté internationale, ils perpètrent en toute liberté des massacres de population civile en représailles à des revers militaires sur terrain dans les milieux ruraux. Ces massacres n'ont jamais été condamnés et leurs auteurs, bien connus par ailleurs, jamais inquiétés ni poursuivis en justice. Dans les milieux urbains, on assiste également à de nombreuses violations des droits de l'homme : des enlèvements, des arrestations arbitraires, des viols, des extorsions, des assassinats. Peu de liberté de presse, d'expression, de réunion et de manifestation. Entraves à la liberté de circulation de biens et de personnes.

11. LES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES.

Malgré la reconnaissance effective de l'Ouganda et du Rwanda de leur implication dans la guerre en RDC, ces institutions ont renouvelé un prêt à long terme au premier et financé le déficit budgétaire du second. Cela donne l'impression que ces deux pays mènent une guerre juste en RDC. Par contre, le Zimbabwe, appelé au secours de la RDC, a vu son aide suspendue par ces mêmes institutions et pour la même cause !

12. L'ATTAQUE A L'EGLISE CATHOLIQUE.

Dans sa déclaration du 1^{er} mai 1999, à l'occasion de l'arrestation de Mgr. Misago Augustin, Evêque de Gikongoro au Rwanda, Mgr. Kataliko Emmanuel, Archevêque de Bukavu, déplore l'attaque à l'Eglise Catholique en ces termes : " ... quatre Evêques rwandais et un burundais, ainsi que de nombreux ecclésiastiques ont été assassinés. Mon prédécesseur, l'Archevêque Mgr Munzihirwa Christophe, plusieurs prêtres, religieux et religieuses de Bukavu, d'Uvira et de Goma ont été froidement assassinés. Le dernier en date c'est l'Abbé Juakali Paul, tiré d'un groupe de cinq personnes et exécuté à l'écart. C'était dans le Diocèse de Goma.

Nous avons le sentiment que par delà des faits isolés reprochés à l'un ou l'autre, à raison ou à tort, il y a une stratégie qui vise à détruire

tout ce qui est considéré par le peuple comme sacré. Une fois détruit le noyau autour duquel se construisent la cohésion et l'identité communautaire des peuples, il serait plus facile de soumettre les populations désormais sans défense et sans repères à l'arbitraire d'une idéologie et d'un système totalitaire qui veulent s'imposer à tout prix.

Dans ce cadre, l'Eglise Catholique, comme le pouvoir coutumier, deviennent la cible privilégiée d'un pouvoir qui voudrait faire table rase des valeurs chrétiennes et traditionnelles. Son mécanisme consiste à déstructurer un peuple en s'attaquant jusqu'à la racine de son identité pour mieux le soumettre ”.

13. LES ACCORDS DE LUSAKA.

Les accords de cessez-le-feu de Lusaka constituent le fruit des négociations inter étatiques auxquelles ont été associées les factions rebelles contre le pouvoir de Kabila. Ils ont été sanctionnés par la Communauté internationale à travers l'ONU, l'OUA et la SADC qui sont les garants de leur application. Il ont été enfin adoptés par le Conseil de Sécurité de l'ONU.

Malgré des faiblesses (par exemple ces accords ne prévoient aucune sanction contre ceux qui les violeraient), ils représentent globalement des avantages porteurs de nouveaux espoirs pour la paix dans notre pays. Leur mise en œuvre ne doit plus faire l'objet de dilations et leur violation, qui a déjà eu lieu par ailleurs plusieurs fois, dénoncées et sanctionnées.

CONCLUSION.

Dans cette guerre le peuple congolais fait l'expérience d'une incroyable oppression. Il est traité par ses agresseurs et leurs alliés comme inexistant au niveau du droit. Les intérêts des congolais sont marginaux dans tous les propos officiels. La population congolaise est ignorée, humiliée au dernier des points, violente, paupérisée et sacrifiée sur l'autel du nouvel ordre de la “ Renaissance Africaine ”. Ce nouvel ordre devrait pourtant être fondé sur les valeurs du respect des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, de la démocratie et de la prospérité des peuples.

Le peuple congolais veut la paix et rien que la paix. C'est pour contribuer à l'édification de cette paix que nous sollicitons votre intervention. Nous recourons à vous pour faire retentir ces échos et faire pression auprès des acteurs qui tirent les ficelles des conflits dans la région des Grands Lacs.

La situation telle que nous la vivons est une injustice flagrante pour laquelle il faut une action. Le Jubilé de l'an 2000 offre l'occasion pour être solidaire avec le peuple congolais et contribuer à le libérer du joug de l'oppression, faire rentrer chacun dans ses droits, sa terre, ses biens ; bref recouvrer sa dignité d'homme sauvé par le Seigneur.

Une telle action permettra certainement de rendre justice aux populations du Congo et d'éviter par là une nouvelle catastrophe humanitaire autrement prévisible dans la région.

Fait à Bukavu, le 29 octobre 1999
En ce troisième anniversaire de l'assassinat
de Mgr. MUNZHIRWA Christophe

***Le Jubilé de l'an 2000
offre l'occasion pour être solidaire avec le peuple congolais
et contribuer à le libérer du joug de l'oppression.***

CONTEXTE

Il s'agit ici d'un document capital car c'est le document qui a constitué le motif officiel de la relégation de l'Evêque. Voici le contexte de sa parution.

L'Eglise locale se préparait au cheminement de l'Avent qui se termine par la joie de Noël. Mais sur le terrain la souffrance dont l'Eglise et le peuple sont témoins semble ne jamais prendre fin. Il y a à peine un mois, le 22 novembre 1999, une bande armée qualifiée d'interhamwe avaient attaqué la paroisse de Kalonge et tué son curé, l'Abbé Kakuja Georges. Le climat de terreur qui règne dans le milieu de Kalonge ne nous permet pas de faire des enquêtes. La sensation est de plus en plus vive que l'Eglise se trouve sous les coups de la persécution.

Dans cette lettre, Mrg. KATALIKO veut dénoncer sans ambages ce qui fait souffrir la population dans son intégrité physique et dans ses biens. Il y parle largement de la prédation du pays par les belligérants. Mais il ne se limite pas à la dénonciation. Il donne aussi un message d'espérance et invite les fidèles à un engagement plus grand, à l'offrande de leurs propres souffrances et même jusqu'au don total de leur vie pour amener l'opresseur à la raison.

Cette lettre lui vaudra les accusations les plus féroces et les plus injustes. Le commandant Ondekane les assumera toutes et dans une interview à la RTNC à Goma le 12 février 2000 justifiera son éloignement en l'accusant de " *faire appel à la violence* ", de " *prêcher la haine ethnique* ", de " *faire le culte du sang* ", d' " *appeler la population à la désobéissance et la révolte* ", de " *prêcher la division* " pour " *que les gens*

s'entretuent. ” Bref, il est accusé de “ préparer le génocide. ”
 Il s'agit là d'une véritable campagne contre la vérité que Mgr. KATALIKO a toujours proclamée haut et fort car il a toujours été un Pasteur qui a voulu mettre ses pas dans ceux du Christ, l'Emmanuel !

Lettre de Noël

“ CONSOLEZ, CONSOLEZ MON PEUPLE ” (Is 40,1)
“ L'ESPERANCE NE TROMPE JAMAIS ” (Rm 5,5)

Mes chers frères et sœurs,

Noël 1999 : un Noël pas comme les autres. Plus que les autres car il nous ouvre la porte de l'an 2000. Nous célébrons 2000 ans de la naissance du Fils de Dieu fait homme. Dieu se fait proche de notre humanité ; il partage nos joies et nos peines et apporte le salut promis par la bouche des prophètes.

Poussé par l'Esprit, le Christ commence son ministère du salut au cours d'une année jubilaire. *“ L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce qu'il m'a consacré par l'onction, pour porter la bonne nouvelle aux pauvres; Il m'a envoyé annoncer aux captifs la délivrance et aux aveugles le retour à la vue, renvoyer en liberté les opprimés, proclamer une année de grâce du Seigneur ”* (Lc 4, 18).

Dans la Bible, au cours de l'Année Jubilaire chaque enfant de Dieu célèbre sa vocation d'homme libre.

Il est appelé à collaborer avec Dieu qui le libère de toute forme du pouvoir oppressif. Tel que celui de l'esclavage de l'Egypte, de l'exil de Babylone, de l'occupation par l'Empire romain, de la cruauté d'Hérode, ce collaborateur. Il en va de même de toute autre forme d'oppression et de tout temps.

Il est appelé à collaborer avec Dieu qui le libère de l'emprise de la convoitise. Cette soif insatiable des choses matérielles qui pousse certains hommes et certains groupes humains à accaparer de plus en plus de biens au détriment des autres. Ainsi certains ont perdu leur maison, leur terre et leur liberté au point

d'être réduits à une condition misérable, inhumaine. Au cours de l'Année jubilaire Dieu nous invite à donner l'occasion à notre frère en détresse à rentrer en possession de sa maison, de sa terre et de sa liberté. En un mot à recouvrer sa dignité (cfr. Lv 25).

Il est appelé à collaborer avec Dieu qui le libère de la servitude du péché.

Ce péché est le refus de l'amour de Dieu sur soi et sur les autres pour s'enfermer dans la recherche de soi jusqu'au mépris et même à la haine de ses frères et de Dieu. Cette façon de vivre est la racine de tout mal et de toute oppression. C'est pour cette raison que la célébration du Jubilé devait commencer par le jour du Grand Pardon (cfr. Lv 25,9).

Aujourd'hui, comme par le passé, nous sommes appelés à recouvrer notre dignité d'hommes libres. Notre vie quotidienne est loin de la joie de la liberté. Nous sommes écrasés par une oppression comme rarement nous est arrivé dans les périodes précédentes.

Des pouvoirs étrangers, avec la collaboration de certains de nos frères congolais, organisent des guerres avec les ressources de notre pays. Ces ressources qui devraient être utilisées pour notre développement, pour l'éducation de nos enfants, pour guérir nos malades, bref pour que nous puissions vivre d'une façon plus humaine, servent pour nous tuer.

Plus encore, notre pays et nous mêmes, nous sommes devenus matière d'exploitation pire qu'au temps du colonialisme d'une époque révolue.

Tout ce qui a de la valeur est pillé, saccagé et amené à l'étranger voire détruit. Les impôts collectés qui devraient être investis pour le bien commun, sont détournés.

Des taxes exorbitantes n'étranglent pas seulement le grand commerce et l'industrie mais aussi la maman qui vit de son petit commerce : un sac de haricots acheté à Goma est taxé au départ et est encore taxé à l'arrivée à Bukavu.

Tout cet argent prélevé sur nous, citoyens, et déposé à la banque, est directement prélevé par une petite élite étrangère.

Même notre personne humaine n'échappe à cette exploitation oppressive : tous ceux qui travaillent dans un service public ne reçoivent aucun salaire malgré qu'ils apportent des richesses avec leur labeur.

Cette exploitation est soutenue par une stratégie de terreur qui entretient l'insécurité. En ville, des bandes armées, souvent en tenue militaire, font irruption dans nos maisons, volent le peu des biens qui nous restent, menacent, enlèvent et même tuent nos frères.

Nos frères et sœurs dans les campagnes sont massacrés à grande échelle. Les victimes se comptent déjà par milliers et les rescapés pour se sauver sont obligés à se déplacer avec toutes les conséquences que cela comporte.

Notre Eglise elle-même, n'est pas épargnée. Nombre de Paroisses, des presbytères, des couvents ont déjà été saccagés. Des Prêtres, des Religieux, des Religieuses sont frappés, torturés et même tués parce qu'ils dénoncent l'injustice flagrante dans laquelle le peuple, condamne la guerre et prônent la réconciliation, le pardon et la non-violence.

Inutile de dire qu'aucune enquête n'a été menée jusqu'à présent pour chercher les coupables et les punir.

La déchéance morale a atteint un niveau si aberrant auprès de certains de nos compatriotes qui n'hésitent pas à livrer leur frère pour un billet de dix ou de vingt dollars.

Mes frères et mes sœurs,

preignons conscience de nos liens de servitude ! Reconnaissons notre part de responsabilité dans la situation de péché qui nous accable ! Prenons le risque du chemin de la libération sous la conduite de l'Esprit !

Notre message chrétien est un message d'espérance. C'est le message de Jésus lui-même. Lui, le Fils de Dieu, s'est fait solidaire de notre condition humaine. Né dans la pauvreté, persécuté dès le début, réfugié à l'étranger, il meurt sur la croix pour nous faire connaître l'amour de Dieu le Père. Jamais il ne s'est soustrait aux conséquences auxquelles cette solidarité l'amenait. Ainsi face à la mort il ne s'est pas dérobé.

Aujourd'hui, nous son Eglise, nous ne pouvons pas trahir l'espérance que Jésus nous a apportée. Nous ses fidèles, à partir de l'Evêque jusqu'au dernier des chrétiens, nous sommes appelés à continuer la mission de Jésus : annoncer la vie et la vie en abondance ; résister au mal sous toutes formes ; dénoncer tout ce qui avilit la dignité de la personne.

Nous nous engageons avec courage, avec un esprit ferme, avec une foi inébranlable, à être à côté de tous les opprimés et, si nécessaire, jusqu'au sang, comme l'ont déjà fait Mgr Munzihirwa, l'Abbé et les sœurs de Kasika, l'Abbé Georges Kakuja et tant d'autres chrétiens.

L'Evangile nous pousse à récuser la voie des armes et de la violence pour sortir des conflits. C'est au prix de nos souffrances et de nos prières que nous mènerons le combat de la liberté et nous amènerons aussi nos oppresseurs à la raison et à leur liberté intérieure.

Nous commémorons en ce jour la naissance de Jésus notre frère. Il nous invite à le connaître, à l'aimer, à le suivre et à lui ressembler. Le Christ est né de la Vierge Marie, il nous invite à accueillir l'incroyable nouveauté de la grâce et à proclamer sa louange avec les Anges: "Gloire à Dieu au plus haut des Cieux!"

Fait à Bukavu, le 24 / 12 / 99

Mgr. Emmanuel KATALIKO
Archevêque de Bukavu

***C'est au prix de nos souffrances et de nos prières
 que nous mènerons le combat de la liberté
 et nous amènerons aussi nos oppresseurs
 à la raison et à leur liberté intérieure.***

15

CONTEXTE

Depuis la relégation de Mgr. KATALIKO, l'Eglise Catholique de Bukavu s'est sentie toute entière calomniée et diffamée par cette injustice. Le fait d'avoir considéré Mgr. KATALIKO comme " *persona non grata* " est vu comme " *une confusion délibérée qui caractérise la stratégie habituelle du pouvoir en place pour justifier aux yeux de l'opinion internationale ses exactions commises sur le peuple congolais* " (extrait de la Lettre ouverte de l'Eglise Catholique de Bukavu du 12 février 2000).

Pour cela l'Eglise a décidé d'observer un jeûne liturgique et sacramentel et de proclamer la cessation de toutes les activités li-

turgiques dans les églises, ainsi que de toutes les activités professionnelles et sociales du diocèse. Elle propose à ses fidèles de demeurer dans une prière intense en famille et dans les communautés ecclésiales vivantes ; de s'abstenir de toute parole et toute action de violence envers qui que ce soit ; d'éviter des manifestations de rue et d'intensifier l'esprit de partage et de solidarité.

Si les églises paroissiales sont restées fermées pendant un temps, les communautés ecclésiales vivantes ont trouvé un nouvel élan. Les prêtres, les religieux et religieuses se sont joints à eux dans les chapelles de quartiers pour prier ensemble et à chaque 12 du mois des manifestations étaient prévues pour demander le retour de l'Archevêque. Le mot d'ordre était : "*Remettez-nous notre Pasteur*". Parmi les différentes activités rappelons seulement la pétition qui a permis de récolter, en une semaine, 65.000 signatures en faveur de son retour.

Ce petit message de Mgr. KATALIKO manifeste son souci pastoral pour une reprise minimale des activités pour soutenir l'espérance de ceux qui vivent déjà dans tant de difficultés.

***MESSAGE DE SON EXCELLENCE
MONSEIGNEUR KATALIKO EMMANUEL
A L'EGLISE DE BUKAVU***

(Message écrit à Butembo et arrivé à Bukavu le 28 février 2000)

Chers Confrères, Prêtres, Religieux (ses) et laïcs,

Je sais bien que vous vous unissez à ma peine et que vous compatissez avec moi. Je vous demande d'organiser les célébrations des Messes dominicales sous la forme la plus simple en attendant que la situation se normalise. J'espère qu'alors les autres activités pourront rapide-

ment reprendre afin que soient atténuées la souffrance et la détresse de notre peuple qui est si grande.

Je vous remercie pour les messages de communion qui me parviennent de vous-même et de partout. Je vous embrasse toutes et tous.

Que Notre Dame intercède pour nous.

+ Emmanuel KATALIKO

16

CONTEXTE

Cette lettre est écrite à partir de Butembo où Mgr. KATALIKO se trouve en exil depuis le 12 février 2000. Son éloignement du diocèse de Bukavu a suscité une grande solidarité à l'intérieur de l'Eglise catholique elle-même, avec les autres confessions religieuses et toutes les organisations civiles et de défense des droits de l'homme du Sud-Kivu.

Cette chaîne de solidarités s'est étendue au niveau de tout le Congo et du monde entier d'où commencent à parvenir beaucoup de messages de soutien. Le Vatican, le Département d'état américain, l'Union européenne, plusieurs conférences épiscopales, organisations et individus demandent sa libération et son retour.

Du coup, au niveau de l'information, le sacrifice de Mgr. KATALIKO et ses souffrances permettent finalement d'ouvrir des portes et des fenêtres au monde entier sur la situation de souffrance de toute la population du Sud-Kivu. Plusieurs commencent à comprendre enfin quelque chose de ce qui se passe sur le terrain.

Les yeux des media internationaux s'ouvrent et leur bouche commence à parler en faveur du peuple congolais oublié et ignoré pendant trop longtemps.

Grâce à son témoignage personnel, fidèle au Christ jusqu'au bout, on commence à entrevoir des lueurs d'espérance. Et de son lieu d'exil Mgr. KATALIKO médite et prie en contemplant toute la vie du Christ et en assumant sereinement la volonté de Dieu : “ *si la volonté de Dieu est que je sois loin de vous (...) je me mets entre ses mains .*”

Il continue, sans se lasser, d'exhorter les fidèles à faire le bien : “ *la seule réponse à l'excès du mal, c'est l'excès de l'amour.* ” et à reprendre les activités interrompues comme signe de protestation pour que la vie reprenne son cours.

**MESSAGE DE CAREME de Mgr L'ARCHEVEQUE
AUX FIDELES DE BUKAVU**

**“ *SI DIEU EST POUR NOUS
QUI SERA CONTRE NOUS ?* ”**

(Rm 8,31-39).

De là où je m'adresse à vous, chers frères et sœurs, je ne cesse de prier pour vous et de demander à Dieu qu'Il vous fasse parvenir à la pleine connaissance de sa volonté, en toute sagesse et intelligence spirituelle (Col 1,9).

Si la volonté de Dieu est que je sois loin de vous, mes chers frères et sœurs de l'Archidiocèse de Bukavu, je me mets entre ses mains : “ Apprends-moi à faire ta volonté ” (Ps 142,10 ; Mt 6,10). Ces derniers temps, vous le comprendrez bien, je médite beaucoup la vie que mena, pendant quelques temps avant son arrestation, Jésus, fuyant ses ennemis (Jn 7,1 ; 11,54. 57 ; 12,36)

De ces textes se dévoile un Christ qui a vraiment “ partagé notre condition humaine, en toutes choses, excepté le péché ” (He 4,15). Jésus a dû voir monter la haine à son égard, notamment de la part des chefs religieux qui voyaient la sécurité de l’édifice de leur Temple et de leur foi ébranlée. A leurs yeux, la façon de vivre et de prier, sa liberté par rapport aux pouvoirs établis, son combat en faveur des pauvres et des marginalisés... étaient devenus insupportables. Bref, sa façon de témoigner de Dieu pouvait provoquer des troubles et risquer de déclencher une sévère intervention de l’armée romaine d’occupation. Vous connaissez la suite : il fallait se débarrasser de l’agitateur, du gêneur (Jn 11,50).

Mes chers frères et sœurs dans le Christ, pendant ce temps de Carême n’oublions pas de faire ce chemin de croix à la suite de Celui qui s’est donné jusqu’au bout, pour nous manifester l’amour du Père (Jn 15,13). Notre Seigneur, Jésus-Christ, le premier, a payé le prix fort de son engagement pour l’humanité déchue. Il a été crucifié à cause de la perversité humaine qui n’a pas supporté la vive lumière (Jn 3,19) projetée par son être et sa parole, sur le cœur de l’homme.

Si nous vivons par et pour Lui (Rm 14,8s) n’oublions pas cette parole du Christ : “ Le disciple n’est pas au-dessus du maître, ni le serviteur au-dessus de son patron... ” (Mt 10,24-25). Nous sommes ses disciples. Mettons nos pas dans ses pas. Dans la mesure où vous avez part aux souffrances du Christ, tenez bon. “ Que nul de vous n’ait à souffrir comme meurtrier, ou voleur, ou malfaiteur, ou comme délateur, mais si c’est comme chrétien, qu’il n’ait pas honte, qu’il glorifie Dieu de porter ce nom ” (Cfr. 1P 4,13-16).

En ces temps difficiles, ne doutons pas de l’amour de Dieu pour nous. “ Si Dieu est pour nous, qui sera contre nous ? ” (Rm 8,31-39). Mais sachons que la logique évangélique, c’est une logique non de la puissance, mais de la croix. “ Ce qu’il y a de faible dans le monde, voilà ce que Dieu a choisi pour confondre la force ” (1Co 1,27). La seule réponse à l’excès du mal, c’est l’excès de l’amour.

Pendant cet éloignement forcé, je mesure davantage la justesse de cet adage connu : loin des yeux, plus près du cœur.

Merci de tout cœur pour votre communion de prières dont j’expérimente actuellement la force, le prix. Je suis toujours prêt à partir quand on me permettra de vous rejoindre pour continuer ma charge pastorale.

Il m'arrive souvent que je médite cette scène de Moïse qui avait été chassé par Pharaon et qui, à travers le désert où il avait fui, avait trouvé une famille (Cfr. Ac 7,23s ; Ex 2,115s). Il en était revenu pour ramener le peuple d'Israël à Canaan, grâce à la Parole et à la Force de Dieu. Mais quand je songe à vos souffrances, à vos sacrifices, à vos prières de supplication, et surtout à toute la population de Kalonge, de Bunyakiri, de Burhale et de toutes les régions embrasées, les larmes me viennent aux yeux.

Pendant ce temps de Carême, les quarante jours avant Pâques, redoublons de patience et d'espoir. Ce mal n'a jamais le dernier mot. Dieu est là. Il nous écoute. Soyons surtout solidaires, ne cédon pas à la tentation du découragement, du défaitisme et des intérêts égoïstes. Reprenons nos activités habituelles pour éviter de nous asphyxier. Que les étudiants, les élèves, les écoliers reprennent le chemin de l'école. Sans oublier les cérémonies liturgiques, source de forces spirituelles, de notre courage pour affronter sérieusement l'avenir. Dieu seul verra ce que nous deviendrons. Restons-lui attachés.

Je vous embrasse tous et vous souhaite bon carême et bonne fête de Pâques 2000.

Celui qui vous aime, votre Archevêque en exil.

Fait à Butembo, le 15 mars 2000

Mgr. Emmanuel KATALIKO
Archevêque de Bukavu

***La seule réponse à l'excès du mal,
c'est l'excès de l'amour.***

CONTEXTE

Les pressions venant de l'étranger demandant la libération de Mgr. KATALIKO se font sentir. Au début du mois d'avril la présidence du RCD déclare verbalement que le retour de l'Archevêque est imminent. Mais cette promesse reste sans suite pour des "*raisons de sécurité*". Les accusations antérieures semblent ne plus exister.

Profitant de la délégation venue de son diocèse pour faire bénir les Saintes Huiles à l'occasion du Jeudi Saint, Mgr. KATALIKO lui confie son message pascal pour le peuple de Dieu qui est à Bukavu. Dans cette eucharistie, qui est la première que Mgr. KATALIKO célèbre en public depuis son éloignement, il manifesterà la profonde émotion dont il est saisi.

Il est en communion d'esprit avec tous les chrétiens de son diocèse et plus particulièrement avec ses prêtres, religieux et religieuses et fidèles qui sont attaqués dans leurs propres paroisses et couvents et il les encourage de son exemple. Dans les épreuves endurées pour le Christ, la certitude de sa résurrection "*doit nous reconforter en ces moments difficiles que nous traversons.*"

RESSUSCITONS AVEC LE SEIGNEUR

Message de Mgr. Emmanuel KATALIKO

Archevêque du Bukavu

A tous les fidèles et aux hommes de bonne volonté.

Très chers Frères et Sœurs,

Mon temps de Carême a été une période de méditation, de réflexion et d'union avec le mystère du Christ qui est venu sauver son peuple.

Dans sa mission, sa souffrance la plus grande a été de constater le refus du don de son amour de la part de ce même peuple qu'il était venu sauver. Il a été incompris, malentendu au point d'être condamné à mort. Mais dans sa fidélité à l'accomplissement de la volonté du Père, il affronte avec sérénité la voie par laquelle devait se concrétiser ce salut, en se donnant, par amour, jusqu'au bout (cf. Jn 13,1).

Dans mon cœur je me réjouis de ce grand amour de Dieu qui se donne à l'homme ; mais je souffre aussi comme le Christ, chaque fois que cet amour est méconnu, trahi, méprisé. Je porte dans mon cœur la souffrance d'une vie incertaine et sans espoir du lendemain que vous menez. Plus grande est celle de ne pas être ensemble en ces jours où nous célébrons la victoire du Ressuscité sur les puissances du mal.

Des fois, je crains que vous ne vous sentiez en dérision et que vous ne tombiez dans le découragement, la résignation et la fatalité. Cela me fait penser aux femmes qui se rendaient au sépulcre de grand matin se disant entre elles : " Qui nous roulera la pierre de l'entrée du tombeau ? " (Mc 16,3). Ces femmes étaient humiliées car on avait tué leur maître ; elles étaient découragées car sans aide face à la difficulté de la grande pierre ; elles se sentaient ainsi impuissantes face à la fatalité de la mort.

Mais la surprise de Dieu est grande et Saint Pierre nous l'exprime en ses paroles : " Jésus le Nazaréen, (...) livré et supprimé (...), Dieu l'a ressuscité en le délivrant des douleurs de la mort car il n'était pas possible que la mort le retienne en son pouvoir " (Act 2,22-24).

La foi que nous partageons en ce message de la résurrection du Christ doit nous réconforter en ces moments difficiles que nous traversons. Dans la foi en Christ la mort n'a pas le dernier mot. Si la vie est la plus forte, nous devons continuer à croire à l'invulnérabilité de la vie humaine. Si notre espérance dans la résurrection est la plus forte, soyons persévérants, fidèles dans la détresse et forts dans le témoignage " car l'espérance ne trompe pas " (Rm 5,5). Et si l'amour de Dieu semé dans nos cœurs est le plus grand " n'ayez aucune dette envers qui que ce soit, sinon celle de vous aimer les uns les autres " (Rm 13,8).

Heureuse Fête de Pâque et courage mes Frères et mes Sœurs dans les épreuves.

Fait à Butembo, le 20 mars,
Jeudi Saint en la Fête de l'institution
de l'Eucharistie et du Sacerdoce.

+ Emmanuel KATALIKO

***Si l'amour de Dieu semé dans nos cœurs est le plus grand
" n'ayez aucune dette envers qui que ce soit,
sinon celle de vous aimer les uns les autres "***

Mgr. KATALIKO revient à Bukavu le 14 septembre 2000, fête de la Croix Glorieuse. La prophétie de la victoire de la vie sur la mort se manifeste ouvertement pour tous les catholiques de Bukavu.

Le lendemain 15 septembre, fête de la Vierge des douleurs, **Mgr. KATALIKO** a tenu à célébrer une messe d'action de grâce avec son peuple retrouvé. Il s'adresse à une assemblée très attentive et dans son style très direct et simple il la fait vibrer à chaque phrase et à chaque geste. Le cœur de son message est toujours l'espérance : *" ...dans ta vie ne désespère jamais ; sois courageux à tout moment ; ais de la patience et de la foi (...) entraïdons-nous ainsi Dieu nous bénira. Notre vie est dans ses mains "*. Il souhaite la paix pour tous, car dit-il, *" sans la paix où irons-nous ? "* et s'adressant aux autorités, il demande l'unité du Congo : *" ne commençons pas à le couper (le pays) morceau par morceau car cela n'est pas bon ! "*

Ce retour triomphal sera comme l'entrée de Jésus à Jérusalem le jour des Rameaux en attendant sa Pâques survenue à Rome le 4 octobre 2000 au milieu de tous les Evêques d'Afrique.

HOMELIE DE MONSEIGNEUR L'ARCHEVEQUE à la célébration eucharistique du 15 septembre 2000

(Nous avons respecté le style direct de l'expression orale à l'intention d'un public large et varié. L'original est en swahili, tiré du Journal " Karibu ", n. 25, octobre 2000, p.7. A l'arrivée à l'ambon la foule applaudit et l'Evêque répond " Merci, merci, merci ! ")

Bien-aimés, Mamans, Papas, Frères et Sœurs! Bonjour.

Hier c'était la Fête de la Croix glorieuse ; aujourd'hui c'est la Fête de Marie qui est aux pieds de la Croix, debout au milieu de ses douleurs.

La vie de chaque personne est marquée par trois événements : la joie, la douleur et la résurrection. Regardez Jésus ! Dans sa vie il a prêché à ses gens pourtant il n'a pas été épargné par la douleur au point qu'il a été mis en croix. Mais sa mère lui était proche sachant qu'il ressuscitera. La Vierge Marie l'a reçu en disant : " mon enfant je l'offre mais je sais qu'il peut apporter la vie ! " Et Jésus est ressuscité le troisième jour. Ses disciples pensaient qu'ils ne l'aurait plus revu. Ainsi commençaient-ils à se décourager. Ils se sont même cachés. Mais quand il ont revu Jésus au milieu d'eux ils étaient pleins de joie.

Dans notre vie nous devons rendre grâce à Dieu pour tout ce qu'il nous fait. Dans notre vie, il y a un temps pour être éprouvés ; il y a un temps où nous ne le sommes plus ; il y a un temps pour se souvenir ; un temps pour reprendre souffle ; il y a un temps aussi pour parler. Et dans cela Dieu nous apporte tout. Mais nous devons savoir que notre vie est toute tournée vers lui.

Dans ta vie ne te décourage pas ; sois courageux à tout moment ; sois patient ; sois un être de foi. Dieu nous demande d'être des personnes de foi. Et quand tu as des problèmes ne t'inquiète pas. Reste ferme en union avec Dieu Tout Puissant et avec la Vierge Marie. Dis : " Tu es mon soutien " et tout passe ! Et dis aussi : " Dans toute chose il faut nous pardonner. " Se pardonner chaque fois et continuer à s'aimer, même s'il y a des dangers. Pardonner toujours. Même si le poids à porter est lourd, il faut toujours pardonner. C'est ainsi que Jésus lui-même nous a dit. Et lui c'est notre Sauveur. Et la Vierge Marie nous aime, nous ses enfants. Continuons à aller vers elle. Elle est notre réconfort en tout. Donc, dans notre vie ne perdons pas espoir.

Aujourd'hui ce n'est pas le jour des discours. Je dis seulement MERCI, MERCI ! Je vous vois : nous sommes dans la joie et nous continuerons à être dans la joie.

Mes remerciements vont à vous tous d'abord ; mes remerciements vont à tous ceux qui ont pu m' être proches dans cette période difficile.

Dans la vie il ne faut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes car elle en est pleine. Mais si tu as la chance d'avoir ceux-là qui t'aident, qui te soignent, qui te suivent (les problèmes diminuent.

Mes remerciements vont premièrement au Saint Père, le Pape car il nous a tous suivis avec un intérêt particulier. Merci à l'Eglise entière. Merci au Saint Siège, le " gouvernement du Vatican ". Merci à toutes les différentes Conférences épiscopales de par le monde. Dès qu'elles ont appris que je n'étais plus ici (à Bukavu) elle se sont donné la peine de faire des déclarations. Merci aux Evêques de presque tous les pays pour avoir été avec moi. Merci aux Présidents des Nations et des différents organismes : eux aussi m'ont dit qu'ils étaient avec moi. Et même s'il y a eu des problèmes, merci aussi aux responsables de notre pays pour ce qu'ils ont pu faire. Notre Gouverneur, par exemple, il a pris la peine de m'écrire et il est même parti m'attendre à Goma. Les Responsables de Goma ont été contents de me voir et ils m'ont dit : " Nous vous remercions beaucoup d'être venu. " Et moi de leur dire : " Me voici ! " Contents de mon arrivée ils m'ont dit encore : " Votre Gouverneur est venu vous attendre. Qu'il vous amène. Et à partir de maintenant il nous faudra nous rencontrer, nous entendre, dialoguer et parler ensemble sur les affaires et les problèmes que nous rencontrons dans notre pays ".

Mes remerciements vont surtout à vous, en commençant par les prêtres qui sont ici ; je remercie beaucoup les consacré(e)s ainsi que les communautés ecclésiales vivantes. J'ai suivi sur la vidéo ce qui se passait ici. J'ai vu les différentes communautés, les gens de Cahî, de Kadutu, de la Cathédrale, mon siège (vide)... En tout cas merci beaucoup pour ce que vous avez enduré, même en mon absence, aller de l'avant sans reculer et dire : " Remettez-nous notre Pasteur ! " J'ai vu dans la cassette le calicot sur la coupole de la Cathédrale.

Merci beaucoup pour toutes vos prières. Il faut vraiment se confier à Dieu. Notre vie est dans ses mains. Toute notre vie c'est lui seule-

ment ; c'est lui qui nous affermit ; c'est lui qui nous nourrit ; c'est lui qui nous appelle.

Enfin, une chose que nous devons demander tous ensemble aux responsables : “ que nous ayons la Paix car sans Paix où irons-nous ? ” Que nous ayons aussi l'Unité, l'Unité du Congo. Que le Congo soit un seulement. Ne commençons pas à le couper morceau par morceau, car cela n'est pas bien. Par contre c'est dans l'Unité que nous arriverons à bâtir notre pays dans la Paix.

Je remercie aussi tous les chrétiens des différentes confessions et les fidèles des autres religions : tous ont prié ! Que ce soit les Protestants, les Kimbanguistes, les Musulmans, les Anglicans, tous nous étions unis ! Et cette unité a montré à l'Eglise que la foi pousse en avant. Et nous nous sommes appuyés seulement sur Lui et Lui nous a aidé.

Je dois aussi beaucoup remercier le Diocèse de Beni-Butembo. Ils m'ont très bien reçu, ils m'ont nourri et soigné. Ils étaient avec moi. J'ai vu papa et maman et tous m'ont reçu comme leur enfant en me disant : “ Ne pleure pas, tu rentreras chez toi ”.

Enfin, rendons grâce à Dieu pour tout ce qu'il a opéré ; continuons à rester unis, aidons-nous, prions les uns pour les autres et Dieu nous bénira. Restons aussi unis à la Vierge Marie qui est notre mère et qui nous protège partout. Notre vie est dans les mains de Dieu : elle vient de lui et elle retourne à lui.

Notre vie est dans les mains de Dieu :
elle vient de lui
et elle retourne à lui.

Conclusion :

Voici en guise de conclusion, quelques témoignages reçus au moment du décès de Mgr KATALIKO Emmanuel.

De l'agence ANB-BIA : " Nous avons appris de source sûre que Mgr KATALIKO souffrait du cœur bien avant d'être nommé archevêque de Bukavu. Certes son exil forcé et le stress qu'il cause l'avaient rendu plus fragile encore. En tout cas de l'avis du médecin, il est mort d'infarctus.

1) Message du Cardinal SODANO, Secrétaire d'Etat du Pape Jean Paul II (5 octobre 2000) :

A Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinyia
Président du SCEAM - Mondo Migliore
00040 ROCCA DI PAPA

« Apprenant avec peine la triste nouvelle de la mort soudaine de Monseigneur Emmanuel KATALIKO, archevêque de Bukavu, le Pape JEAN PAUL II exprime sa vive sympathie aux membres du Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar réunis en assemblée plénière et il s'associe à leur prière pour le repos de l'âme du défunt.

« Gardant dans la mémoire du cœur le souvenir de ce pasteur courageux qui, dans des situations tragiques, a annoncé avec abnégation le message évangélique d'amour et de réconciliation, partageant pleinement les épreuves de son peuple, le Saint Père le confie à la miséricorde divine et il implore le Seigneur de faire aux habitants de la région des Grands Lacs le don de la paix afin que tous puissent vivre dans la sécurité et dans la dignité.

« En gage de réconfort, Sa Sainteté accorde à tous les membres du Symposium des Conférences d'Afrique et de Madagascar une particulière Bénédiction Apostolique».

Cardinal Angelo SODANO, Secrétaire d'Etat.

2) Message du Cardinal Frédéric ETSOU, sur la personnalité de Mgr KATALIKO Emmanuel (6 octobre 2000)

« ...Sa personnalité suscite sympathie et admiration, consolidée par son prophétisme réaliste et non fanatique qui exprimait son amour immense pour son Pays, le Congo.

« Vice-Président de la Conférence Episcopale du Congo, nous étions sûrs de compter sur sa contribution pour l'amélioration des infrastructures humaines, morales et spirituelles du pays comme il l'a démontré pendant les assises du SCEAM à Rocca di Papa....»

Cardinal Frédéric Etsou,
archevêque de Kinshasa et
Président de la Conférence Episcopale du Congo.

3) Extrait de l'intervention de Mgr E. Kataliko au SCEAM le 03 octobre 2000.

«... Les évêques d'Afrique doivent parler. Nous devons parler, car le peuple regarde le SCEAM. Il attend. Nous devons parler car le peuple souffre. Nous devons parler aux Chefs d'Etat; il faut parler aux Dirigeants. Nous devons adresser à l'Afrique ce message de réconciliation et de paix.»

4) Exhortation du Cardinal ETSOU Frédéric à l'archidiocèse de Bukavu.

«... Vous chrétiens de Bukavu, vous rendrez Monseigneur KATALIKO très heureux au ciel si vous demeurez le «sel de la terre» et la «lumière du monde». Vous prêtres de Bukavu, demeurez unis entre vous; et surtout vivez l'Évangile que vous prêchez à d'autres et le peuple de Dieu vous aimera, et vous manifestera toujours sa confiance».

Cardinal Frédéric ETSOU.

Nous remercions toutes les personnes et institutions qui nous ont soutenus dans ces diverses circonstances et qui ont exprimé leur estime à notre pasteur bien aimé Monseigneur Emmanuel Kataliko.

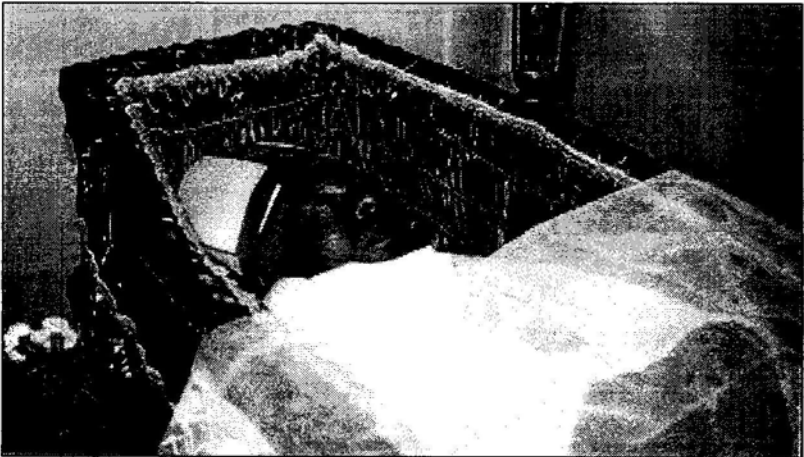
TABLE DES MATIERES

Introduction générale	p. 03
1. Homélie de S.E. Mgr Emmanuel KATALIKO	p. 08
2. Message aux chrétiens de toutes les paroisses de la ville de Bukavu	p. 11
3. Annonce de la célébration du 1 ^{er} anniversaire de la mort de Mgr MUNZHIRWA	p. 13
4. Lettre pastorale pour l'Avent 1997: " Seigneur donne nous la Paix "	p. 15
5. Message aux fidèles et aux hommes de bonne volonté	p. 24
6. " Soyez forts et courageux ! Le Seigneur ne vous abandonnera pas "	p. 27
7. " Sois fort et prends courage, espère le Seigneur "	p. 31
8. Un cri de détresse du peuple congolais au peuple des USA	p. 36
9. Contribution de l'Eglise catholique de Bukavu à la résolution des conflits dans la région	p. 50
10. Lettre pastorale de Carême 1999 : " Courage, j'ai vaincu le monde "	p. 57
11. Déclaration de Mgr l'Archevêque de Bukavu à l'occasion de l'arrestation de Mgr MISAGO Augustin	p. 61
12. Message aux chrétiens à l'occasion de la journée internationale de l'enfant africain	p. 64
13. Message des religieux et religieuses du Sud-Kivu	p. 70
14. Lettre de Noel 1999 : " Consolez, consolez mon peuple, l'espérance ne trompe jamais "	p. 80
15. Message à l'Eglise de Bukavu	p. 84
16. Message de Carême 2000 aux fidèles de Bukavu " Si Dieu est pour nous, qui sera contre nous "	p. 86
17. " Ressuscitons avec le Seigneur "	p. 90
18. Homélie de Mgr Kataliko le 15 septembre 2000	p. 92
Conclusion	p. 96
Table des matières	p. 99

Imprimerie Kivu-Presses
Bukavu

***« Nous devons parler,
car le peuple souffre.
Nous devons parler aux chefs d'Etat,
il faut parler aux Dirigeants.
Nous devons adresser à l'Afrique
un message de réconciliation
et de paix.»***

Mgr Kataliko, SCEAM, 3 octobre 2000



BIOGRAPHIE DE MGR EMMANUEL KATALIKO



- * Né à Lukole, diocèse de Butembo-Beni, Nord-Kivu, en 1932.
 - * Ordonné prêtre le 20 décembre 1958.
 - * Nommé évêque de Butembo-Beni le 17 mai 1966.
 - * Consacré évêque le 11 octobre 1966, par Mgr Piérard Henri.
 - Il fut le 2° évêque du siège épiscopal du diocèse de Butembo-Beni.
 - * Nommé archevêque de Bukavu le 22 mars 1997.
 - * Intrônisé archevêque de Bukavu le 18 mai 1997, comme successeur de Mgr Christophe MUNZHIRWA, assassiné le 29 octobre 1996.
 - * Relégué dans le diocèse de Butembo-Beni le 12 février 2000.
 - * Libéré et rentré à Bukavu le 14 septembre 2000 après 7 mois et 2 jours d'exil injuste.
 - * Parti à Rome le 20 septembre 2000.
 - * Décédé à Rome le 4 octobre 2000 à l'âge de 68 ans en sa 34eme année d'épiscopat.
 - * Inhumé à la cathédrale de BUKAVU, à côté de Mgr MUNZHIRWA, le 10 octobre 2000.
- Il était le doyen des évêques de la R.D. Congo.

Au niveau national:

- * Président de la Commission épiscopale des Religieux (8 ans).
- * Président de la commission épiscopale « Justice et Paix » (4 ans)
- * Membre de la commission épiscopale de l'Évangélisation.
- * Vice-Président de Conférence des Evêques de RDC depuis juillet 2000.

Sa devise:

**« Duc in altum , Mater Ecclesiae »
« Avance en eau profonde, Mère de l'Eglise ».**